

POINT DE VENTE DE MOUTONS D'ALVIAR

Forte affluence des citoyens

Hausse des transactions de 71% durant le premier trimestre 2024



LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

GROUPE CHINOIS SINOPEC ET L'AMÉRICAIN EXXONMOBIL

Sonatrach consolide ses partenariats stratégiques

Suivant une stratégie basée sur la diversification des ressources de revenus, la compagnie nationale de l'énergie Sonatrach œuvre depuis pas mal de temps à signer des contrats avec des compagnies internationales leaders dans les domaines des énergies et hydrocarbures, ce qui lui permet d'entamer en force de nouveaux marchés dans différents pays à travers le monde. Ces partenariats avec des compagnies expertes en la matière, vont être ainsi bénéfique pour Sonatrach pour tirer profit des expertises et l'utilisation des techniques de dernière

vont être ainsi bénéfique pour Sonatrach pour tirer profit des expertises et l'utilisation des techniques de dernière technologie de pointe.

(Lire en Page 3)

FLARORÉ DANS LE CADRE D'UNE COLLABORA



UIILISAIIC

UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

L'Algérie réaffirme le droit des Etats membres à en bénéficier

(P5)

249^E JOUR DU GÉNOCIDE À GHAZA

La proposition américaine de cessez-le-feu présentée au CS de l'ONU pour être votée

■ ELABORÉ DANS LE CADRE D'UNE COLLABORATION ENTRE LE HCLA ET LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

Lancement d'un dictionnaire de terminologie industrielle en langue arabe

France: Trois personnes mises en examen pour une escroquerie à 4 millions d'euros

es milliers de commandes, qui n'ont jamais été honorées. Trois personnes âgées de 28 à 35 ans ont été mises en examen et écrouées mercredi pour blanchiment et escroquerie en bande organisée, a indiqué lundi le parquet de Nanterre dans un communiqué. Les trois mis en cause sont soupçonnés d'être à l'origine de sites frauduleux proposant du mobilier et de la décoration à petits prix sur lesquels plus de 20.000 commandes ont été passées, « représentant plus de 4 millions d'euros de ventes non honorées », détaille le communiqué. Ils ont été interpellés le 3 juin « à l'issue d'un dispositif de surveillance », précise-t-on de même source.

Leurs agissements ont été détectés grâce à des plaintes de particuliers victimes d'un de ces sites frauduleux déposées dès mars 2022 sur la plateforme Thésée, créée à cette date pour aider les victimes ou témoins d'escroquerie sur Internet. « Les paiements des acheteurs transitaient sur une plateforme étrangère et ces derniers ne recevaient jamais les produits commandés », précise encore le parquet.

Pour l'un de ces portails, la plateforme a recensé plus de 3.200 plaintes et signalements et a agrégé près de 400 plaintes supplémentaires provenant d'autres services. L'enquête, ouverte le 22 mars pour blanchiment et escroquerie en bande organisée, est menée conjointement par l'Office anti-cybercriminalité (OFAC) et l'Office central pour la répression de la grande délinquance financière (OCRGDF), deux unités spécialisées de la police judiciaire.

De « nombreux ordinateurs et puces téléphoniques, de l'argent liquide et des articles de luxe » dont « des montres et des voitures » ont été découverts lors de la perquisition de l'appartement dans le cossu 16e arrondissement de la capitale d'où les mis en cause opéraient.

Au total, « plus de 200.000 euros d'avoirs criminels ont été saisis », notamment sur des comptes bancaires.

Belgique: la démission du premier ministre Alexander De Croo remise au roi Philippe

e Premier ministre belge Alexander De Croo a déclaré lundi que le roi Philippe avait accepté sa démission, soulignant qu'il portait la responsabilité du résultat des élections au Parlement européen, jugé "décevant".

De Croo a écrit, dans un post sur son compte sur la plateforme « X », "Le roi a accepté ma démission, et le gouvernement gérera les affaires courantes et préparera la transition



vers une nouvelle équipe." La démission du Premier ministre belge Alexander De Croo intervient après la défaite de son parti, les Libéraux et Démocrates flamands (Open Vld), aux élections européennes, avec 5,6%, tandis que le parti de droite Nouvelle Alliance flamande a obtenu la majorité.

De Croo a ajouté, remerciant ses électeurs : "Le résultat des élections a été décevant et j'en porte la responsabilité."

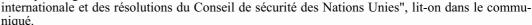
Les partis d'extrême droite ont réalisé des progrès significatifs lors des élections au Parlement européen hier, dimanche, en se hissant aux premières positions, notamment en France, en Italie et en Autriche, selon les résultats préliminaires et les sondages.

En conséquence, le président français Emmanuel Macron a dissous, dimanche, l'Assemblée nationale, annonçant l'organisation d'élections anticipées après que le parti d'extrême droite "Rassemblement national" a infligé une lourde défaite à son camp lors du scrutin européen.

L'Algérie condamne le massacre barbare dans le camp de Nusseirat dans la bande de Ghaza

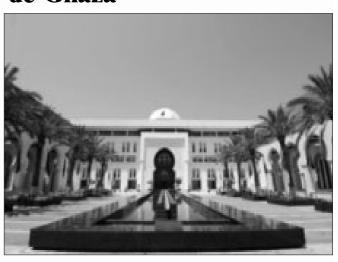
Algérie a condamné, lundi, "dans les termes les plus forts et les plus énergiques" le massacre barbare commis par l'entité sioniste, samedi, contre les civils sans défense dans le camp de Nusseirat dans la bande de Ghaza, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

"L'Algérie condamne dans les termes les plus forts et les plus énergiques le massacre barbare commis par l'entité spoliatrice, samedi, contre les civils sans défense dans le camp de Nusseirat dans la bande de Ghaza, et la poursuite par celle-ci de ces crimes ignobles qui redoublent de férocité, au mépris flagrant de la communauté



"Face à cet énième épisode de la série de crimes odieux commis par l'occupation israélienne brutale, l'Algérie souligne l'impératif pour le Conseil de sécurité d'assumer les responsabilités qui lui incombent dans l'arrêt de l'agression sioniste, la protection du peuple palestinien dans son épreuve qui se poursuit et la fin de l'impunité dont jouit l'occupation de peuplement israélienne, qui échappe à toute reddition de comptes et à toute sanction", ajoute la même source.

L'Algérie "appelle également les instances judiciaires internationales à accélérer le jugement des criminels responsables de ces massacres, qui constituent une marque d'infamie pour l'humanité", conclut le communiqué.



Suisse: 90 États et organisations ont confirmé leur participation au sommet pour la paix en Ukraine

a Suisse a annoncé lundi qu'au moins 90 États et organisations avaient confirmé leur participation au sommet pour la paix en Ukraine, à Burgenstock. Le sommet de deux jours, qui vise à "développer une compréhension commune sur une voie possible vers une paix juste et durable en Ukraine", débutera samedi.

"La participation la plus large possible est importante pour pouvoir lancer un processus largement soutenu", a déclaré la présidente suisse Viola Amherd lors d'un point de presse à Berne. "Le fait qu'un si grand nombre d'États envoient des délégations de haut rang montre qu'il était judicieux de lancer un processus largement soutenu."

Amherd a noté que la moitié des pays seront représentés par les chefs d'État.

Répondant aux questions des journalistes, elle a déclaré que la Türkiye avait confirmé sa participation, tandis que le Brésil et l'Afrique du Sud n'avaient pas encore officiellement confirmé leur participation.

Elle a ajouté que la liste est en constante évolution et qu'elle le restera jusqu'au dernier jour, soulignant que le gouvernement pourra donner vendredi soir des indications définitives sur les personnes qui seront présentes.

Le ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis a quant à lui déclaré : "J'ai été très clair dès le début : il ne peut y avoir de processus de paix sans la Russie. Nous devons le dire très clairement."

"La question n'est donc pas de savoir si la Russie sera à bord, mais la question est de savoir quand la Russie le sera", a-t-il ajouté.

Pour rappel, le 24 février 2022, la Russie a lancé une opération militaire en Ukraine, ce qui a provoqué de multiples réactions à l'échelle internationale notamment de l'Union européenne et des Etats-Unis, ainsi que l'imposition de sanctions financières et économiques inédites et des plus sévères à l'endroit de Moscou.

La Russie affirme être intervenue pour protéger les populations russophones majoritaires dans les régions séparatistes du Donbass, notamment celles de Donetsk et de Lougansk qui souhaitaient obtenir leur indépendance de l'Ukraine et qui ont fini par être annexées par la Russie suite à deux référendums tenus en septembre 2022 dans ces territoires.

La Russie pose, par ailleurs, comme préalable, pour mettre un terme à son opération, le renoncement de l'Ukraine à ses plans d'adhésion à des entités et alliances militaires, dont l'Otan, et l'adoption d'un statut de 'neutralité totale", ce que Kiev considère comme étant une 'ingérence dans sa souveraineté".

Emergence d'un ordre mondial multipolaire

e ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré lundi que le groupe des BRICS est une preuve du processus d'émergence d'un ordre mondial multipolaire.

C'est ce qu'il a dit dans son discours à l'ouverture de la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays BRICS, qui se poursuit lundi et mardi dans la ville russe de Nijni Novgorod.

Lavrov a souligné la formation de nouveaux centres incluant les pays du Sud et de l'Est pour prendre des décisions politiques importantes au niveau mondial.

Il a expliqué que ces pays "appellent à un système plus juste, fondé sur l'égalité de souveraineté entre les pays et la diversité des civilisations".

Il a souligné que les États-Unis et leurs alliés tentent d'empêcher la formation d'un système mondial multipolaire par le biais des investissements et du chantage.

Lavrov a déclaré : "Les BRICS sont une union dans laquelle le principe de coopération égale est mis en œuvre dans les actes et non dans les paroles."

Il a ajouté : "Je suis sûr que le rôle du groupe BRICS dans la résolution des problèmes mondiaux augmentera progressivement, et la preuve en est l'augmentation du nombre de pays qui s'y intéressent."

Les BRICS sont un bloc fondé en 2006 et comprend la Chine, le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud, avant que l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et les Émirats arabes unis ne le rejoignent début 2024.

Les BRICS, à vocation économique, visent également à donner une plus grande représentation sur les questions internationales aux pays en développement qui résistent à l'hégémonie des pays occidentaux, en particulier des États-Unis d'Amérique.

NATION LE MAGHREB du 11 Juin 2024-3

GROUPE CHINOIS SINOPEC ET L'AMÉRICAIN EXXONMOBIL

Sonatrach consolide ses partenariats stratégiques

Suivant une stratégie basée sur la diversification des ressources de revenus, la compagnie nationale de l'énergie Sonatrach œuvre depuis pas mal de temps à signer des contrats avec des compagnies internationales leaders dans les domaines des énergies et hydrocarbures, ce qui lui permet d'entamer en force de nouveaux marchés dans différents pays à travers le monde.

es partenariats avec des compagnies expertes en la matière, vont être ainsi bénéfique pour Sonatrach pour tirer profit des expertises et l'utilisation des techniques de dernière technologie de pointe. A cet égard, le groupe Sonatrach et le groupe chinois Sinopec ont affirmé leur volonté de renforcer la coopération et le partenariat bilatéral dans le domaine des hydrocarbures, notamment en matière de technologies d'exploitation et de fabrication d'équipements, a indiqué hier un communiqué de Sonatrach.

C'était lors de la visite que le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, effectuait en Chine du 6 au 11 juin, dans le cadre du renforcement du partenariat liant le Groupe à ses partenaires chinois activant dans les domaines de l'énergie, de la numérisation et des technologies de l'information

Dans le cadre de la visite qu'effectue M. Hachichi, accompagné d'une délégation de cadres dirigeants de Sonatrach, des rencontres bilatérales ont eu lieu, le 7 juin, avec le PDG de China National Petroleum Corporation CNPC et ses cadres dirigeants, outre une visite du Data center de cette compagnie, note le communiqué.

A cette occasion, un mémorandum d'entente, concernant la chaîne de valeurs des hydrocarbures, a été signé avec le groupe chinois Sinopec, en plus d'une visite effectuée par la délégation à la compagnie "China Petrolium pipeline" CPP.

Lors de cette visite de travail, M. Hachichi et la délégation l'accompagnant ont effectué une visite de terrain au gisement gazier "fuling", exploité par le groupe "Sinopec" dans la région de Chongqing, plus grand gisement de gaz en Chine, avec une capacité de production annuelle allant jusqu'à 10 milliards de m3, selon la même source.

Une rencontre a été organisée à l'occasion, consacrée à la présentation de l'expérience du groupe "Sinopec", "pionnière dans plus de 24 pays en matière de développement de l'industrie pétrolière et gazière dans le monde", ainsi que son expertise en matière d'exploitation du gigantesque gisement "fuling". La visite de la délégation accompagnant M. Hachichi à ce gisement a permis d'échanger les

expertises avec les responsables du groupe chinois concernant les technologies et les techniques utilisées dans l'exploitation dudit gisement, précise le communiqué.

Le groupe Sonatrach a saisi l'occasion pour exprimer sa volonté de renforcer son partenariat avec "Sinopec" et tirer profit de son expérience et expertise technologique dans l'exploitation des hydrocarbures, les deux parties étant convenues "d'exploiter les moyens de partenariat offerts dans le domaine du pétrole et du gaz en Algérie, en Afrique et dans le monde et de fabriquer des équipements industriels pour les hydrocarbures en Algérie", conclut le document.

Dans le meme contexte, il convient de rappeler que le P-dg du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a estimé autour du Protocole d'accord, signé entre Sonatrach et la société américaine mondiale de pétrole et de gaz "ExxonMobil", qu'était "historique et devait permettre de développer une coopération mutuellement bénéfique tout au long de la chaîne des valeurs de l'industrie des hydrocarbures en Algérie, notamment dans les domaines de l'exploration et de la production, permettra de franchir un grand pas en matière de relance et de valorisation de nos ressources énergétiques ce qui permettra à notre pays d'amorcer une nouvelle étape de développement durable.

Pour M. Hachichi, ce protocole d'accord "ne constitue pas seulement une volonté commune de développer un partenariat



sérieux et privilégié, mais vise, également, la concrétisation d'une vision commune entre Sonatrach et ExxonMobil, ce qui permettra aux deux parties d'examiner les voies et moyens d'exploiter les énormes potentialités en ressources énergétiques en Algérie.

Sonatrach tend à travers ce "partenariat gagnant-gagnant", à profiter de l'expérience pionnière de la compagnie américaine et de ses capacités technologiques dans le domaine du pétrole et du gaz, a ajouté le PDG.

De son côté, le vice-président chargé de l'exploration et des nouvelles Opportunités d'ExxonMobil, John Ardill, a indiqué que " le protocole d'accord signé après plus de deux (2) ans de préparation et de concertation entre les deux parties, constitue une première étape importante dans la création d'un parte-

nariat qui contribuera à libérer davantage le potentiel de développement des ressources énergétique de l'Algérie".

Dans le même sillage, le responsable a affirmé l'engagement d'ExxonMobil à "œuvrer de concert avec Sonatrach pour le transfert de l'expertise et contribuer au renforcement de la place de l'Algérie en tant que puissance énergétique mondiale". A noter que le Protocole d'accord cosigné par Sonatrach et ExxonMobil permettra aux partenaires d'examiner les opportunités disponibles en vue de développer les ressources en hydrocarbures dans les bassins d'Ahnet et le bassin de Gourara, en "se focalisant sur l'excellence opérationnelle, l'innovation technologique, le respect de l'environnement et les meilleures pratiques en matière de durabilité".

LA CONJONCTURE

Par R. N.

L'industrie algérienne naissante a besoin d'être soutenue et protégée

a nouvelle politique économique engagée par l'Algérie a donné naissance à une industrie qu'il est nécessaire d'accompagner et de protéger. Bachir Kechroud, directeur de la veille stratégique au ministère de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, assure ce lundi que l'État est à l'écoute des préoccupations des entreprises et s'engage à soutenir cette industrie émergente. Intervenant dans l'émission « L'Invité de la Rédaction » de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, M. Kechroud affirme que l'État ne sera pas un « acteur-producteur », mais qu'il mobilisera ses efforts afin de « créer les conditions favorables pour que les différents acteurs puissent opérer dans un environnement propice ».

Le représentant du ministère de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique est également revenu sur la stratégie de son département pour le développement du secteur public marchand, ainsi que sur le renforcement du « Dialogue public-privé » dans le but d'atteindre les objectifs de la nouvelle stratégie économique.

ELABORÉ DANS LE CADRE D'UNE COLLABORATION ENTRE LE HCLA ET LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

Lancement d'un dictionnaire de terminologie industrielle en langue arabe

n dictionnaire de terminologie industrielle en langue arabe a été lancé, dimanche à Alger, dans le cadre de la généralisation de l'utilisation de l'Arabe dans différents domaines.

La cérémonie de lancement de ce dictionnaire, élaboré dans le cadre d'une collaboration entre le Haut Conseil de la langue arabe (HCLA) et le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, s'est déroulée au siège de ce dernier, sous la supervision du ministre du secteur, Ali Aoun et du président du HCLA, Salah Belaid, en présence des cadres des deux instances, ainsi que des présidents et des directeurs des groupements industriels.

Cette œuvre trilingue (arabefrançais-anglais) a été élaborée par une équipe conjointe entre le HCLA et le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. L'œuvre contient 4.764 termes classés par ordre alphabétique, accompagnés d'une définition exhaustive de chaque terme, selon les explications fournies lors de la céré-

monie de lancement. Le dictionnaire concerne 18 domaines, dont les industries mécaniques, la sidérurgie, les spécialités chimiques, les appareils électriques, l'électro-ménager, l'électronique, les télécommunications, l'industrie et la distribution des matériaux de construction, l'hydraulique, les accessoires mobiliers et d'autres.

La version électronique du nouveau dictionnaire disponible sur le site électronique du ministère et du Conseil, contient des termes relatifs aux domaines de l'industrie agroalimentaire, de l'impression industrielle, du textile et du cuir, de l'investissement, du foncier industriel, des petites et moyennes entreprises (PME), de l'assurance financière, de la propriété industrielle, de la normalisation, de la métrologie, de la conformité et de l'accréditation, ainsi que de la formation. Dans une allocution prononcée à l'occasion, M. Aoun a appelé à "l'utilisation de ce dictionnaire dans tous les métiers afin de promouvoir les secteurs industriels à travers la langue maternelle dans l'ambition de

consacrer sa place et son rôle en tant que langue des sciences, de travail et de développement".

Pour sa part, Mr. Belaid a estimé que ce projet était "une opportunité pour promouvoir la langue arabe", saluant cette démarche qui, selon lui, "sera bénéfique pour l'Algérie nouvelle aspirant à la concrétisation des fondements de la mémoire nationale dont la langue arabe fait partie intégrante".

Ce dictionnaire, intervient en concrétisation des missions supérieures du Conseil consistant en son ouverture sur les institutions de l'Etat mais aussi à donner à la langue arabe la place qui lui sied dans différents domaines.

A noter que ce dictionnaire s'inscrit dans le cadre d'une série de dictionnaires lancés auparavant sous la supervision du HCLA, dans les domaines de l'agriculture et le développement rural, de l'environnement et les énergies renouvelables, ainsi que d'autres dictionnaires élaborés en collaboration avec des différentes institutions de l'Etat.

.. Н.В.

NATION 4 - LE MAGHREB du 11 Juin 2024

EN PRÉVISION DE AID EL-ADHA

Versement anticipé des pensions et allocations des retraités et ayant-droit

es allocations et pensions des retraités et des ayantdroit seront versées par anticipation, en prévision de Aid El-Adha, suivant un calendrier exceptionnel allant du 11 au 14 juin, en comptabilisant les récentes augmentations décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué dimanche un communiqué de la Caisse nationale des retraites (CNR). "Le CNR informe l'ensemble des retraités et des ayant-droit bénéficiaires d'une allocation ou d'une pension de retraite, que ces dernières seront versées par anticipation sur leurs comptes bancaires et postaux, en prévision de Aid El-Adha, durant la période allant du 11 au 14 juin 2024 au lieu de la période habituelle (15 au 26 de chaque mois), et ce suivant un calendrier exceptionnel". Selon le calendrier, les pensions et allocations de retraite seront versées le 11 juin 2024 au profit des titulaires de comptes bancaires, et le 12 juin (au lieu des 15, 16 et 17 juin) et 13 juin (au lieu des 18, 19, 20 et 21) pour les titulaires de comptes postaux. En outre, les allocations et pensions de retraite versées habituellement les 22, 23, 24, 25 et 26 seront versées le 14 juin. Ces allocations et pensions de retraite seront versées en comptabilisant les récentes augmentations décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avec effet rétroactif à partir du mois de mai 2024, note le communiqué.

POINT DE VENTE DE MOUTONS D'ALVIAR

Forte affluence des citoyens

Le point de vente de l'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR) à Baba Ali (Alger) connaît une forte affluence des citoyens venus acheter des moutons pour l'Aïd El-Adha pour qui les prix proposés par l'opérateur public sont adaptés aux différentes classes sociales.

elon les vidéos diffusées en direct depuis le point de vente de Baba Ali (Alger), par des internautes et les journaux électroniques, on constate une forte affluence des familles venues de différentes régions du pays, accompagnées de leurs enfants, pour choisir un mouton pour l'Aïd en fonction de leurs capacités financières, au moment où les prix des moutons enregistrent une flambée sur les marchés sauvages en raison des "intermédiaires" et des "vendeurs occasionnels"

Depuis samedi dernier, ALVIAR a lancé la vente de moutons à travers tous ses points répartis sur le territoire national à des prix allant de 59.000 DA à 90.000 DA.

Les visiteurs venus de différentes régions, ont manifesté leur satisfaction quant à cette initiative, malgré le monde fou qui s'est présenté sur place le jour d'ouverture ce qui a rendu difficile de choisir un mouton. Pour cela, deux points de vente supplémen-



taires de bétail s'ajoutant à celui de Birtouta (Alger), ouvriront leurs portes à partir de lundi, a annoncé dimanche un communiqué l'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR). «Au regard de la forte affluence de citoyens venus acheter un mouton au niveau du point de vente de Birtouta, et afin de se rapprocher davantage du citoyen, l'entreprise annonce l'ouverture de deux points de vente supplémentaires à partir de lundi 10 juin», précise ALVIAR.

Le premier point de vente se situe au niveau de l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV) sur la route de Chéraga-Ain Benian, tandis que le deuxième est au niveau de l'Institut technique des élevages (ITELV) situé à Baba

Ali, ajoute la même source. Les trois points de vente seront en service jusqu'à la veille de l'Aid El-Adha avec les mêmes horaires (de 09:00 à 19:00), «garantissant la disponibilité suffisante en moutons», conclut le communiqué.

Les citoyens rencontrés par sur place par l'APS ont été unanimes à dire que les prix étaient inférieurs de 15.000 à 20.000 DA par rapport à d'autres endroits.

Le point de vente de l'Algérienne des viandes rouges compte plusieurs étables contenant un grand nombre de moutons, répartis en fonction de leurs tailles, type, couleur et prix. Des agents, en grand nombre, accompagnent et orientent les clients.

Hamza B.

PAIEMENT MOBILE

Hausse des transactions de 71% durant le premier trimestre 2024

es opérations de paiement mobile ont dépassé 12,5 millions transactions au cours du premier trimestre de l'année en cours, contre 7,6 millions d'opérations durant la même période de 2023, soit une progression de 71%, selon des données publiées par le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique) sur son site

Selon cet organisme, la valeur des transactions de paiement mobile a dépassé 9,3 milliards (mds) DA sur les trois premiers mois de l'année en cours comparativement à environ 5,5 mds DA durant le premier trimestre de l'année précédente.

Quant aux transferts d'argent via mobile (entre clients du même établissement

> الشركة المدنية المهنية للتوثيق المسماة "الأستاذ المرحوم فارس محمد " (2371)

E MAGHREB du 11 Juin 2024

financier), ils se sont élevés, pour la atteint 3,2 millions d'opérations (+18%) même période, à plus de 7,2 millions pour une valeur totalisant 9,3 mds DA d'opérations pour une valeur dépassant 106 mds de Da, soit une hausse de 140% et de 187% respectivement sur un an.

Limité auparavant entre les clients de la même banque ou d'établissement financier, le paiement mobile a récemment été rendu interopérable.

Concernant le paiement via internet, il enregistre une hausse dans le sillage de la progression du nombre des web marchands à 510 opérateurs, contre 337 web marchands au cours du premier trimestre de l'année écoulée, selon le bilan de Gie Monétique.

Ainsi, le nombre des transactions durant le premier trimestre de l'année en cours a

(+63%), réparties sur les activités de télécommunications, le transport, les assurances, les factures, les services administratifs, les services, vente de biens, et sports et loisirs.

S'agissant des opérations du paiement via les terminaux de paiement électronique (TPE), elles ont totalisé plus de 1,3 million transactions (+55%) pour une valeur dépassant 10 mds de Da (+49%), parallèlement à une progression du nombre des terminaux à 53756 appareils, en hausse de 4726 TPE comparativement au 1er trimestre de l'année dernière.

Pour ce qui est des opérations de retrait sur les distributeurs automatiques de billets (DAB) durant le premier trimestre, leur nombre a dépassé les 45 millions d'opérations avec une valeur de plus de 860 mds DA alors que le nombre de DAB a atteint 3868 appareils en hausse de 155 distributeurs sur un an.

Créé en 2014, le groupement GIE Monétique est composé de 18 banques en plus d'Algérie poste, et auquel la Banque d'Algérie (BA) contribue en tant que membre non adhérent afin de s'assurer de la conformité des systèmes, des outils de paiement et des standards en vigueur.

Cet organisme conduit le système monétique pour le promouvoir via la généralisation l'utilisation des moyens de paiement électronique.

ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DE LA NUMÉRISATION DES ARCHIVES

L'impératif de renforcer la relation université-entreprises

مسؤولية محدودة e directeur général des Archives nationales, بموجب عقد حرر بالمكتب في 09 جوان 2024، تم تأسيس Mohamed Bounaâma, موسسة ذات الشخص الوحيد وذات المسوولية المحدودة تحمل الموصفات التالية : المسماة : "بروماد ديزاين". مقرها : بلدية souligné, lundi Constantine, lors d'un sémi-حيدرة، المكان المسمى حي 200 مسكن عمارة D11، قطعة رقم 03، الطابق الأرضي (الجزّائر). موضوعها : 105511 ــ صنّع لوحات إشارات المرور للطرق والطرق السريعة/.105513 ــ naire national sur la numérisation des archives, "la nécessité صنع اللافتات الضونية، لوحات إشهارية وملصقات./106212 – الحدادة والنجارة المعنية/106218 – نجارة de renforcer la relation univer-الحدادة والنجارة المعننية./106218 ـ نجارة الخشب، الألمنيوم وكل الألومنيوم./106220 ـ مؤسسة نجارة الخشب، الألمنيوم وكل المواد الأخرى./10920 ـ مؤسسة أشغال البناء في مختلف مراحله/10202 ـ مؤسسة صناعية لتحويل الخشب./111206 ـ مؤسسة صناعية التحويل الخشب./111206 ـ التبيس الداخلي. 10004 ـ تجارة بالجملة المعادن./50320 ـ تجارة بالتجزئة المعادن./50320 ـ تجارة بالتجزئة المعادن./507212 ـ تجارة بالتجزئة المعادن. sité-entreprises pour accroître l'efficacité de la numérisation des archives et améliorer les performances administratives". Lors d'une allocution prononcée à l'ouverture de ce المعنية والحديدية./507212 - تجارة بالتجزئة للمنتجات، ler séminaire national intitulé اللوازم والمواد الموجهة للتركيب التزيين، الحفظ وترميم الأعمال الفنية./607020 – مؤسسة الزخرفة. 607035 – مؤسسة "Gestion et préservation des documents et des données à la التصميم والتشكيل - ديزاين. رأسمالها: 5.000.000،00 دج. lumière de la transformation المسير : يعين السيد : جودي محمد مسيرا للموسسة لمدة غير numérique", organisé à l'Université "Abdelhamid-Mehri" de Constantine, dans le

cadre de la célébration de la Journée mondiale archives, M. Bounaâma a souligné "l'importance de renforcer la dynamique d'échanges entre l'université, les entreprises et les institutions, pour exploiter l'équilibre académique des connaissances et des sciences dans le domaine de la numérisation et éliminer le risque de l'écart numérique".

Selon le DG des archives nationales, les institutions ont un "besoin urgent" du produit scientifique et des concepts théoriques mis à jour qui contrôlent la méthodologie de numérisation selon des normes avancées telles que la planification, la gestion et la classification des documents, en plus de s'appuyer, dans la numérisation, sur les recherches et les projets produits par l'université et qui aident à développer le cours et la longévité du document archivé électroniquement.

Le même responsable a également souligné que plusieurs ateliers ont été ouverts autour de la "souveraineté numérique" et "l'identité numérique", ainsi que sur les contenus numériques supervisés par le haut-commissariat à la numérisation, en plus d'ateliers consacrés aux textes, aux projets et aux dimensions techniques, supervisés par des

experts et des compétences algériens.

Il a rappelé que l'Etat a pris en compte "la dimension législative", notant, à cet égard, que des textes juridiques supplémentaires seront élaborés pour réglementer et encadrer le processus d'archivage électronique des documents, des dossiers et des données.

Il convient de noter que les travaux de cette rencontre, qui a donné lieu à de nombreuses interventions de spécialistes et de chercheurs, spécialisés dans les archives et la numérisation, seront ponctués par des débats et la lecture de recommandations.

Younes B.

UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

L'Algérie réaffirme le droit des États membres à en bénéficier

Le délégué permanent de l'Algérie à Vienne, l'ambassadeur Larbi Latroche, a affirmé lors de sa participation aux travaux de la réunion du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le droit «inaliénable» et «intangible» des Etats membres de bénéficier des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, mettant en exerque le rôle remarauable de l'Algérie dans le renforcement des capacités des pays africains en matière d'utilisations pacifiques des technologies et des applications nucléaires.

a session, qui s'est tenue à Vienne du 3 au 7 juin, a été l'occasion pour le représentant de l'Algérie de mettre l'accent sur «le droit inaliénable et intangible des Etats membres à bénéficier des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et le rôle fondamental de l'AIEA, conformément à ses statuts, dans le renforcement des utilisations pacifiques, à travers le programme de coopération tech-

Il a, également, mis en avant «l'importante contribution des technologies et des applications nucléaires dans la réalisation du développement durable dans les pays émergents, en particulier en Afrique, conformément à leurs besoins et priorités nationaux», citant les efforts nationaux à cet égard, notamment dans les domaines de la santé, de la lutte anti-cancer, de l'agriculture, de l'environnement et de la gestion de l'eau. Le diplomate a mis en exergue le rôle remarquable de l'Algérie dans le renforcement des capacités des pays africains en matière d'utilisations pacifiques des technologies et des applications nucléaires, notamment à travers sa présidence tournante de l'Accord régional de coopération pour l'Afrique sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et des technologies nucléaires (AFRA), en sus de la contribution des quatre centres nationaux désignés dans le cadre de cet accord régional.

Il a, également, salué le réel accompagnement de l'Algérie des initiatives du DG de l'Agence visant à propulser le



rôle de cette dernière dans la réalisation des objectifs du développement durable (ODD), notamment celle appelée «Rayons d'Espoir» liée au renforcement des capacités en matière de lutte anti-cancer, à travers son Centre collaborateur de la région d'Afrique.

Pour rappel, l'Agence avait classé en septembre 2023, les deux centres anti-cancer relevant du CHU «Mustapha Bacha» et du CHU de «Bab El Oued» comme Centre collaborateur pour la région Afrique, et ce dans le cadre de l'initiative «Rayons d'Espoir», et en reconnaissance à l'approche algérienne dans le cadre de la promotion de l'utilides applications sation nucléaires dans le domaine de la santé et de la lutte anti-cancer conçues conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Le représentant de l'Algérie a saisi l'occasion pour exprimer la condamnation vigoureuse, de la part l'Algérie, du génocide commis par l'entité sioniste contre le peuple palestinien ainsi que ses efforts continus, notamment au Conseil de sécurité de l'ONU, visant à imposer un cessez-le-feu et faire appliquer les décisions de la Cour internationale de Justice (CIJ), outre l'action inlassable de l'Algérie afin de permettre à l'Etat de Palestine de jouir de la qualité de membre de plein droit à l'ONU et dans d'autres organisations internationales.

A noter que l'Algérie a participé à la réunion de Vienne en tant que membre du Conseil des gouverneurs de l'IAEA.

Ammar Zitouni

BNA ET CNEP-BANQUE

Installation des nouveaux directeurs généraux



e ministre des Finances, Tamrabet Samir et Bouziani Sid Laaziz Faid, a installé, avant-hier, les nouveaux directeurs généraux de la Banque nationale d'Algérie BNA et de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance CNEP Banque, respectivement

du ministère. Lors de cette cérémonie, qui s'est déroulée au siège du ministère des Finances, M. Faid a félicité « les deux directeurs généraux pour leur nomination et leur a souhaité

plein succès dans leurs nouvelles fonctions», a précisé la même source. A cette occasion, le ministre des Finances a rappelé « les défis majeurs auxquels ces deux institutions clés de l'écosystème économique national doivent faire face». A ce propos, il a relevé l'importance de la digitalisation, la diversification des services financiers et l'amélioration continue de la qualité des services offerts aux citoyens, en assurant que « ces priorités sont essentielles pour renforcer la compétitivité et la résilience du secteur bancaire national».

De leur côté, les deux nouveaux directeurs généraux ont exprimé »ieur graiitude pour la conflance placée en eux, en s'engageant à déployer tous les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre des contrats d'objectifs et de performance», selon le communiqué qui a noté

que »leur expérience dans le secteur bancaire sera un atout précieux pour mener à bien les réformes et les projets ambitieux de modernisation».

Le nouveau directeur général de la BNA occupait précédemment le poste de directeur général de la CNEP Banque. Quant au nouveau directeur général de la CNEP Banque, il occupait le poste de secrétaire général de cette même institution, a fait savoir également le ministère.

«La nomination de ces deux dirigeants témoigne de la volonté des pouvoirs publics de renforcer les capacités de leadership au sein des institutions financieres nationales, dans le but de mieux répondre aux attentes des citoyens et de contribuer au développement économique du pays», a-t-on souligné encore de même source.

Younes B

DJEZZY

Le premier pylône conçu et fabriqué par Anabib déployé

jezzy annonce l'installation dans la localité de Khemis (wilaya de Aïn Defla) du premier pylône conçu et fabriqué localement par l'Entreprise « Anabib

Le nouveau pylône, fabriqué sur mesure pour l'opérateur public de téléphonie mobile selon « les normes de qualité les plus strictes », met en lumière « l'engagement de Diezzy pour la promotion de l'industrie nationale » et démontre « l'expertise et le savoir-faire technique de l'entreprise nationale de tubes et transformation de produits plats « Anabib » dans la conception et la construction de structures de télécommunications essentielles », est-il indiqué dans un communiqué de l'opérateur de télémobile Optimum phonie Telecom Algérie.

En investissant dans la production locale, « Djezzy renforce sa contribution à l'économie nationale et soutient l'emploi et le développement des compétences en Algérie », affirme la même source. En outre, « cette collaboration avec Djezzy renforce la position d'Anabib en tant qu'acteur clé dans l'industrie des infrastructures de télécommunications en Algérie », souligne-t-on.

PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

Début du retrait des formulaires de souscription des signatures individuelles

désirant se porter candidats à la présidentielle anticipée du 7 septembre prochain ont procédé dimanche au retrait des formulaires de souscription des signatures individuelles au niveau du siège de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) à Alger.

Dans l'objectif de faciliter l'opération de retrait des formulaires de souscription, l'ANIE a pris toutes les mesures réglementaires nécessaires tout en répondant, immédiatement, aux demandes des personnes désirant à se porter candidats et de leurs représentants, a déclaré dimanche à la presse le président de l'ANIE, Mohamed Charfi.

Il a en outre fait savoir que "les fiches de souscription sont dotées d'un numéro de série et sont répertoriées au niveau de l'ANIE au nom du postulant afin de barrer la route à toute tentative de fraude", ajoutant que "ces fiches sont suivies au jour le jour grâce à une application informatique mise en place par l'ANIE, de manière à ce que ces formulaires ne soient pas utilisés par d'autres postulants". Le premier jour de l'opération de retrait des formulaires de souscription a connu l'affluence de nombre de personnes désirant à se porter candidats, à l'instar du secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, candidat de l'"Alliance: Stabilité et Réforme" et du candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelaali Hassani Cherif.

L'Autorité nationale indépendante des élections avait annoncé samedi dans un communiqué que l'opération de retrait des formulaires de souscription de signatures individuelles pour les postulants à la présidentielle anticipée du 7 septembre prochain aura lieu au niveau de son siège sis au Palais des nations (Club des pins).

Elle a ajouté que "les postulants à la candidature, ou leurs représentants, peuvent se présenter directement au siège de l'ANIE, munis des documents justificatifs (lettre d'intention de candidature adressée au président de l'ANIE, reçu de dépôt de la caution, photo récente, copie de la carte d'identité nationale, et une autorisation au bénéfice du représentant du candidat) ou prendre rendezvous pour retirer les formulaires de souscription des signatures individuelles via la plateforme de l'ANIE sur le lien suivant: |https://rdv2024.ina elections.dz".

L'ANIE a rappelé que "conformément aux dispositions de l'article 250 de l'ordonnance 21-01 susmentionnée, les postulants à la candidature doivent déposer une caution d'un montant de deux cent cinquante mille DA (250.000 DA) auprès des services du Trésor public à travers l'ensemble du territoire national".

Omar A.

CONSTANTINE

Vers une stratégie unifiée de numérisation des archives nationales

Le directeur général des Archives nationales, Mohamed Bounaama, a mis l'accent dimanche à Constantine sur l'importance de la mise en place d'une stratégie unifiée de numérisation des archives nationales pour combler l'écart numérique en ce domaine qui constitue "un point de départ référentiel

ntervenant lors d'une journée d'étude sur "La mémoire de Constantine dans le miroir des archives, augmenter la conscience et numériser le patrimoine", organisée au siège du centre local des archives à l'occasion de la journée mondiale des archives, M Bounaama a souligné que la direction générale des archives accorde une grande importance pour les archives dans leur diversité et au patrimoine historique et culturel de l'archivage depuis la gestion des documents et la réforme administrative jusqu'à la transition stratégique qualitative du



numérique et de la gouvernance digitale. Il a également relevé aue le choix de Constantine pour la célébration de cette journée mondiale constitue "une reconnaissance des autorités centrales pour les efforts considérables déployés par cette wilaya en matière de numérisation des archives qui en font un modèle pour les autres wilayas", estimant que la numérisation des archives au-delà du fait de concerner un vieux document, représente une numérisation d'une source référentielle impliquant diverses considérations administratives, géostratégiques, géopolitiques, normatives et juridiques. Le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, a souli-

gné de son côté que les archives se trouvent à la base de tout acte administratif et la numérisation des moyens et structures adéquates pour leur numérisation, stockage et gestion est une contribution à la résorption de l'écart numérique en matière de données en Algérie, estimant que l'histoire des individus, des personnalités, des évènements et des régions s'écrivent dans des documents et se conservent dans les archives qui sont la mémoire des nations. Intitulant son intervention, "le patrimoine ottoman des archives de la wilaya de Constantine, recensement et analyse en attendant la numérisation", Dr. Fatima Zohra Guechi de l'université Constantine-2 a

indiqué que son expérience de 50 ans des archives de cette wilaya en a révélé la richesse et la diversité qui incluent notamment des journaux et des revues de l'époque coloniale et les registres des tribunaux légaux de la fin du 18ème siècle jusqu'à la moitié du 19ème siècle. Dr. Siham Boudiba de l'université de Skikda a estimé dans sa communication sur "la numérisation des registres des tribunaux légaux en tant que clé à la mémoire de Constantine et son histoire" a estimé que "l'historien exploite le contenu archivistique pour contribuer à consacrer les valeurs historiques et sociales de la ville de Constantine et mettre en exergue la structure sociale durant la période ottomane, les rapports sociaux et la vie des gouvernants ". Elle a également évoqué les procédés de numérisation des actes et registres et son importance pour la facilitation de l'accès aux données et à l'exploitation de la matière archivistique. En marge de la rencontre, des attestations ont été décernées à des enseignants et experts à la retraite ainsi qu'à des spécialistes en archives, bibliothéconomie et histoire.

Une visite a été également organisée au profit des participants vers les espaces de stockage et les salles de numérisation du centre des archives de Constantine. **TÉBESSA**

Zreb donne le coup d'envoi officiel de l'examen du baccalauréat pour les détenus

e Directeur général de l'Administration pénitentiaire et de réinsertion, Essaïd Zreb, a donné dimanche depuis Tébessa, le coup d'envoi officiel de l'examen du baccalauréat (session de juin 2024) pour la catégorie des détenus à l'échelle nationale.

Les enveloppes contenant les sujets de langue arabe ont été décachetées à l'établissement de rééducation et de réinsertion de la commune de Bir El-Ater, sous la supervision de M. Zreb qui était accompagné du wali de Tébessa, Said Khalil, du procureur général près la cour de Tébessa, Mohamed Djamil Aissaoui, et du directeur de l'éducation, Lakhdar Ben Mazouz.

Après s'être enquis des conditions du déroulement de l'examen, le directeur général de l'administration pénitentiaire a affirmé que dans le cadre d'une coordination entre les secteurs de la justice et de l'éducation nationale, "toutes les conditions nécessaires ont été réunies pour permettre aux candidats purgeant une peine dans les établissements de rééducation de passer les épreuves dans les meilleures conditions".

M. Zreb a souligné que la scolarisation des détenus et l'élévation de leur niveau d'instruction occupent "une place importante" dans les différents établissements de rééducation dont les responsables veillent à réunir les conditions d'une réinsertion réussie de cette catégorie dans la société, dès leur libération

Il a également noté que le ministère de la Justice, représenté par l'administration pénitentiaire, s'est engagé à satisfaire à toutes les conditions nécessaires à un enseignement de qualité, dans les différents paliers, en équipant, notamment, les salles de classe et en affectant des enseignants, en coordination avec le secteur de l'éducation nationale.

Selon le même responsable, il est enregistré, lors de la session de juin 2024, pas moins de 6.890 candidats-détenus dans les établissements de rééducation, parmi lesquels 4 mineurs, répartis dans 54 établissements à l'échelle du pays.

"Pas moins de 44.845 détenus ont suivi, cette année, leur scolarisation dans les différents paliers de l'enseignement, encadré par 1.273 enseignants", a encore indiqué le directeur général de l'Administration pénitentiaire et de réinsertion.

De son côté, le directeur de l'établissement de rééducation de Bir El-Ater, Djamel Setta, a révélé que sur les 234 détenus qui ont reçu une scolarisation normale, au cours de l'actuelle année scolaire, 150 passent l'examen du baccalauréat sous la supervision de 36 enseignants

OLYMPIADE DE CALCUL MENTAL À OULED DJELLAL

Les concurrents de la wilaya de Bordj Bou Arreridj couronnés

es concurrents de la wilaya de Bordj Bou Arreridj ont raflé les premières places, dans les différentes catégories, de la première Olympiade nationale de calcul mental, organisée samedi à Ouled Djellal, mettant en lice plus de 50 concurrents de 8 wilayas du pays. La première place de cette manifestation organisée dans la salle omnisports d'Ouled Djellal par la ligue de wilaya des activités culturelles, sous l'égide de la direction de la jeunesse et des sports sous le slogan "pour une génération de génies", est revenue à Kaouther Laïdouni de Bordj Bou Arreridj, suivie de Soulef Cherouf d'Ouled Djellal (2ème) et de Hanine Bensaci de ème), pour "seniors". Chez les "juniors", la palme est revenue à Maram Laïdouni, de Bordj Bou Arreridj, tandis que la seconde place a été remportée par Djoumana Laghriri, de Bordj Bou Arreridi également, et la troisième par Amir Bouaichi de Biskra. Dans la catégorie "cadets", Anfal Aissou, de Bordj Bou Arreridj, est montée sur la plus haute marche du podium, tandis que Naoufel Benbouzid et Djouri Laouad, d'Ouled Djellal, se sont partagés les seconde et troisième places. Le président de la ligue de wilaya des activités culturelles, Hamza Kadri, a précisé que cette première édition des olympiades du calcul mental, confiée à la jeune wilaya d'Ouled Djellal, a vu la participation de plus de 50 compétiteurs venus des wilayas de Bordj Bou Arreridj, de Batna, de Khenchela, de Biskra, de Touggourt, de M'sila et d'Ouled Djellal. Selon M. Kadri, cette manifestation cérébrale constitue une occasion pour développer les capacités des sociétaires des clubs de calcul mental d'Oulad Djellal, et pour découvrir des talents émergents dans ce domaine afin de leur permettre, à terme, de représenter la wilaya dans différentes compétitions. Pour sa part, le juge-arbitre principal de cette compétition, Farouk Chetioui, s'est félicité de la bonne organisation de ce tournoi qui a donné lieu, selon lui, à "une forte concurrence" entre les participants de différents niveaux. Il a également mis en exergue l'importance du calcul mental dans le développement de l'intelligence et des capacités des enfants. De son côté, le direc-

teur de la jeunesse et des sports, Abdelghani Naâmane, a souligné que toutes les conditions ont été réunies pour accueillir les participants et assurer leur confort afin de leur permettre d'aborder cette compétition dans les meilleures conditions. Il a ajouté que la prochaine édition devrait connaître une plus large participation et un nombre plus important de wilayas. Il convient de noter que le wali d'Ouled Djellal, Abderrahmane Dehimi, qui avait présidé l'ouverture de cet événement, a honoré les lauréats des différentes catégories.

BEJAIA

Clôture du Festival culturel de la chanson et musique kabyles

e rideau est tombé, samedi, sur la 14e édition du Festival culturel local de la musique et √de la chanson kabyles, organisée depuis quatre jours dans la ville de Kherrata à 70 km à l'est de Bejaia. La manifestation a été clôturée par un plateau qui a fait la part belle aux trois lauréats de la manifestation et trois autres chevronnés que sont Louali Boussaâd, Tahar Anza et le groupe Thafat. Les récipiendaires de cette saison, "Iftioujene" (Les étincelles) de Timezrit, "Fanny" de Bejaia et "Oussane" (jours) de Bejaia, dont les noms avaient été proclamés avant le début de l'événement, ont reçu leurs récompenses consistant en des chèques d'une valeur respective de 300.000, 200.000 et 100.000 dinars. Chacun des lauréats, désigné par un jury de spécialistes au terme d'une compétition qui a drainé près d'une vingtaine de candidats issus des wilayas de Bejaia, Tizi-Ouzou et Boumerdès, sera pris en charge ultérieurement par le commissariat du Festival pour la production de son premier single par un grand studio."Ce n'est que justice au regard de leur talents et des promesses qu'ils couvent", a expliqué le commissaire du Festival, Lyazid Abdi, de son nom d'artiste Azifas, assurant qu'il "leur sera accordé tout l'intérêt voulu, notamment en terme de promotion artistique". Cette soirée finale a aussi valu par la prestation d'autres artistes confirmés qui ont eu à cœur de donner le meilleur d'eux-mêmes et de permettre ainsi de baisser le rideau sur une résonnance d'apoSAHARA OCCIDENTAL

Des militants suédois achèvent leur périple

Les militants suédois qui parcourent le monde à vélo, depuis plus de deux ans, pour faire connaître la cause du peuple sahraoui et son combat pour l'exercice de son droit à l'autodétermination, sont arrivés, ce week-end, au terme de leur périple en France avant de pédaler vers l'Espagne et le Portugal puis de rejoindre l'Afrique du Nord, jusqu'à leur destination finale, au Sahara occidental.

epuis plus de deux ans, ces militants suédois de "Solidarity Rising" par-courent le monde à vélo afin de sensibiliser les populations quant à la question du Sahara occidental, la dernière colonie d'Afrique.

Jeudi, ces pèlerins de la liberté sahraouie ont été accueillis à Narbonne (sud), par des membres et sympathisants de l'association Union Algérie Occitanie.

Ils ont rejoint Perpignan vendredi, avant de pédaler vers l'Espagne et le Portugal puis de



rejoindre l'Afrique du Nord, jusqu'à leur destination finale.

Ils sont partis en mai 2022 de Goteborg en Suède et, au terme d'un périple de 48 000 kilomètres, ils arriveront l'année prochaine au Sahara occidental. Les militants de l'association "Solidarity Rising", emmenés par Sanna Ghotbi et Benjamin Ladraa, se sont fixés comme mission de "donner aux gens l'envie d'en savoir plus et leur permettre de prendre conscience de cette occupation méconnue dans une colonie

"Pourquoi les gens ne connaissent-ils pas le Sahara occidental ?" s'interrogent ces militants avant de répondre que 'ce n'est pas un hasard"

'La censure au Sahara occidental n'est pas seulement une politique. C'est une campagne systématique pour faire taire les dissidents et contrôler le récit. Les journalistes qui osent s'exprimer contre l'occupation marocaine ou dénoncer les atteintes aux droits humains font l'objet de harcèlement, d'intimidation, voire de torture", affirment-ils.

Selon ces militants, les autorités marocaines, classées 129es dans le World Press Freedom Index 2024, de RSF (Reporters sans frontières), "tiennent les médias d'une main de fer, punissent le journalisme local et bloquent l'accès aux médias étrangers"

Malgré les défis, "une nouvelle génération de journalistes sahraouis émerge, déterminée à tenir le monde informé. Ils naviguent dans un paysage où les médias sont étroitement contrôlés, et la lutte pour une presse libre est une bataille quotidienne", ont-ils soutenu, faisant remarquer que "ces journalistes endurent des arrestations, des violences physiques et de

longues peines de prison". Les militants de "Solidarity Rising" ont dénoncé, en outre,

l'expulsion des journalistes étrangers des territoires occupés du Sahara occidental. "Cela isole non seulement les Sahraouis, mais prive également le monde d'informations cruciales sur la lutte en cours au Sahara occidental", ont-ils expliqué, ajoutant que "c'est pour ça qu'on pédale en vélo. Nous devons informer les gens sur la dernière colonie d'Afrique. Les gens doivent savoir".

Au cours de leur parcours, les aventuriers vont à la rencontre des gens pour leur parler de la situation au Sahara occidental sous occupation. "Il s'agit de repérer des personnes clés à sensibiliser: politiciens, académiciens ou journalistes", a déclaré Benjamin Ladraa. "Les médias sont surtout intéressés par le fait que nous sacrifions trois années de notre vie à voyager, mais leur curiosité nous permet de faire passer un message", a-t-il dit.

MAURITANIE Acquisition de matériel militaire dans le cadre de l'actualisation de ses armées

e Président de la République, → Chef suprême des Armées, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a visité, dimanche, du matériel militaire acquis récemment dans le cadre de l'actualisation de la structure des différentes armées de terre, d'air et de mer. Le Président de la République a été accueilli a son arrivée au siège de la 6ème région militaire par le ministre de la Défense nationale, M. Hanena Ould Sidi, le chef d'Etat-major des armées, le général de division, Moctar Ould Chabane, le chef d'Etat-major de la Gendarmerie nationale, le général de division Abdallahi Ould Ahmed Aicha, le chef d'Etat-major adjoint des Armées, le chef d'Etat-major de l'Armée de terre et des Forces spéciales, le chef d' Etat-major de l'Armée de l'Air, le chef d'Etatmajor de la Marine nationale, l'inspecteur général des Forces armées et de Sécurité, le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, d'autres responsables militaires et commandants des directions à l'étatmajor général des armées. Après son arrivée, le Président de la République a passé en revue, en compagnie du ministre de la Défense nationale et du chef d'étatmajor général des armées, des unités de l'armée nationale qui leur ont rendu les honneurs avant que le Président de la République ne sert la main d'un certain nombre de responsables militaires à l'état-major général des armées. Des explications détaillées ont été aussi présentées au Président de la République et à la délégation qui l'accompagne par le chef d'état-major de l'armée de terre et des forces spéciales , le général de brigade Mohamed El Moctar Mini sur les caractéristiques techniques du matériel visité et le but visé à travers l'acquisition de cet arsenal développé de matériel militaire, à savoir l'actualisation de la structure des armées de terre, de l'air et de mer dictée par les défis géostratégiques actuels dans la sousrégion et le monde. L'acquisition du nouveau matériel permettra de rehausser du niveau d'opérationnalité des différentes armées qu'elles soient, terrestre, aérienne ou maritime. Le nouvel arsenal se compose, par exemple, d'unités blindées et d'autres pour l'artillerie, d'unités anti chars et d'autres anti aérienne, d'avions, de stations de radars et de drones de reconnaissance et d'attaques très efficaces et capables de couvrir toute l'intégrité territoriale nationale, y compris les eaux territoriales à toute heure. Après la fin de l'exposition, le Président de la République et la délégation qui l'accompagne ont effectué une tournée d'inspection de tout le matériel exposé où des explications techniques leur ont été présentées par les responsables de chaque pavillon sur les caractéristiques techniques de ces armes. Au cours de cette visite, le Président de la République était accompagné d'une importante délégation comprenant: M. Moctar Ould Diaye, ministre chargé du cabinet du Président de la République le Chef d'état-major particulier du Président de la République le contre amiral, Isselkou Ould Cheikh El Weli M. El Hacen Ould Ahmed, directeur géné-

ral du protocole d'état.

RÉCENTES MESURES EN FAVEUR DES ENSEIGNANTS TUNISIENS CONTRACTUELS

Les réserves de la Fédération de l'enseignement secondaire

l'Education a publié un communiqué dans lequel il a annoncé de nouvelles mesures en faveur des enseignants contractuels. Cela n'a pas laissé de marbre la partie syndicale. Le communiqué du 8 juin émanant de la Fédération générale de l'enseignement secondaire (Fges) fait écho à celui publié le 7 juin par le ministère de l'Education qui avait annoncé que le ministère va servir les salaires des enseignants contractuels avant la fête de l'Aïd El Kébir. La réaction de la Fges a été vive et sans nuances. En gros, il s'agirait d'une opération populiste, visant à mettre de côté les préoccupations réelles du secteur.

UN TOTAL DE 13 MD

En fait, le communiqué ministériel a précisé qu'il avait alloué le montant de 13 millions de dinars destinés aux salaires des enseignants contractuels. En outre, le ministère a ajouté que ces enseignants vont béné-

le ministère de ficier d'une couverture sanitaire et non d'un ministère de l'accord du 25 avril 2024 qui carnet de soins comme cela avait été annoncé, auparavant. D'autre part, les listes de ceux qui seront recrutés cet été à la suite de l'étude de leurs dossiers et l'établissement d'une base de données seront publiées dans les prochains jours. De même, le communiqué ajoute que la situation des agents d'encadrement et des conseillers d'application est en cours d'examen. Enfin, le ministère invite les "représentants du peuple" à se tenir prêts à des réunions pour examiner les problématiques de l'enseignement et de l'éducation dans leurs régions. La riposte de la Fges n'a pas tardé. Elle reproche aux autorités de tutelle de se livrer à une politique populiste, cherchant à éluder les vrais problèmes.

ATTACHEMENT À L'ACCORD DU 25 **AVRIL**

L'un des premiers griefs formulés par le syndicat concerne le non-respect par le

stipule l'élaboration de base de données des suppléants pour la période 2008-2016, ainsi qu'une autre base pour ceux qui viennent après cette date. A cet égard, la Fges réitère son attachement à l'application de l'accord du 25 avril 2024, tout en déplorant l'acheminement du ministère vers d'autres voies que celles convenues. La Fges fait, ici, allusion à l'intention du ministère d'impliquer les représentants du peuple au débat sur la question de la réforme du système éducatif. Pour la Fédération, cette question relève du ressort exclusif des vrais partenaires. Elle voit, dans cette démarche, une tentative d'exclusion. Dans le communiqué en question, la Fges appelle les autorités à régler la situation matérielle des enseignants, des directeurs et des censeurs (heures supplémentaires, prime de roulement), ainsi que la situation des 56 oppositions aux résultats des promotions pour l'année 2022.

3^{eme} partie et fin

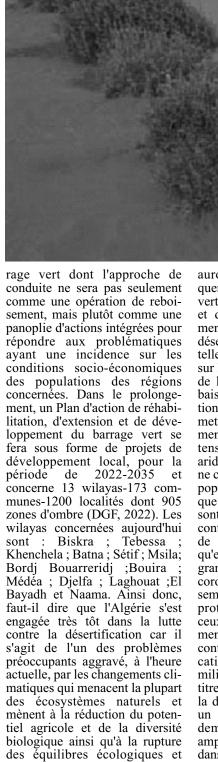
AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT

LA LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION EN ALGÉRIE :

Entre cadres conceptuels et approches fonctionnelles

Mohamed KHIATI (*)

n 2020, un plan Gouvernement pour la période (2020-2024) éma-nation des 54 engagements du Président de la République, fut établi assorti d'une feuille de route sectorielle pour le développement agricole et rural élaborée par le ministère, laquelle a retenu huit axes majeurs d'intervention parmi lesquels figurent ceux consacrés aux zones steppiques et agropastorales et la préservation et à la promotion et la valorisation du patrimoine forestier. A ce titre, il est indiqué dans la feuille de route consultée qu'hormis les programmes de développement, des opérations ciblent plus particulièrement la préservation des ressources naturelles et la lutte contre la désertification. Ces opérations portent sur la régénération et la réhabilitation des parcours dégradés, le renforcement du potentiel agricole productif existant et son extension, la mise en place de l'hydraulique pastorale, l'appui aux éleveurs et aux petits exploitants agricoles, ainsi que l'amélioration des conditions de vie des populations par la diversification des activités (désenclavement, électrification rurale, énergies renouvelables et création d'emploi). Ces actions multidimensionnelles concernent surtout l'espace steppique qui couvre une superficie totale de 36 millions d'hectares, répartis à travers 25 wilayas englobant 440 communes et une population d'environ 9 millions d'habitants dont 30% en milieu rural. L'élevage y représente la principale activité (Feuille de route, 2020). En matière de lutte contre la dégradation, l'action échelonnée portera d'une manière générale sur le traitement des bassins versants de barrages, le développement des zones de montagne, la restauration des terres dégradées au niveau des zones steppiques, la réhabilitation de la nappe alfatière, par l'actualisation de l'étude de son espace dans une optique de sa valorisation économique, la protection des villes, des infrastructures et des exploitations agricoles contre l'ensablement au niveau des Wilayas du sud et le lancement d'un programme vaste programme de plantation d'espèces rustiques dans nombre de zones agro-écologiques et enfin et surtout, la restauration et l'extension du Barrage vert. Ainsi et au sujet du barrage vert, il convient tout d'abord de noter que sur orientations de Monsieur le Président de la République, lors du Conseil des ministres, tenu le 30 août 2020, qu'il est fait mention en termes d'urgence " de prendre les dispositions nécessaires pour relancer le barrage vert comme une priorité du secteur pour notamment arrêter la dégradation des terres". C'est ainsi et en date du 17 juin 2021, la DGF a lancé officiellement, à M'sila, l'initiative de restauration du bar-



socioéconomiques. Il reste

cependant à constater, à tort ou à

raison que les programmes et les

projets en la matière sont plu-

riels, mais restent-ils parfois par-

tiels et fragmentaires. A ce sujet,

il ne va pas sans dire que la

désertification, la sécheresse et

les changements climatiques

sont des phénomènes composés

et interdépendants. Ces derniers

auront à terme, pour conséquence une dégradation du couvert végétal, des terres et des sols et donc créeront les soubassements d'une progression de la désertification. Mais déjà, une telle situation a un impact direct sur la baisse de la productivité et de la production entrainant une baisse des capacités de production des besoins alimentaires et mettant à risque la sécurité alimentaire et enfin et à terme l'extension de l'aire des régions arides et semi arides quand elles ne créent pas les flux d'exode des populations. Il est cependant vrai que beaucoup d'efforts ont été et sont consentis en matière de lutte contre la désertification, depuis de nombreuses années sachant qu'en toute logique, tous les programmes agricoles ayant pour corolaire la plantation, le reboisement, de la préservation et la protection des ressources ou ceux à caractère de développement rural convergent vers lutte contre les processus de désertification et de dégradation des milieu et des écosystèmes. A ce titre, faut-il avancer que bien que la désertification soit en somme un phénomène naturel, il n'en demeure pas moins que son amplification trouve son origine dans certaines pratiques qui relèvent de l'homme. La sécheresse n'est pas l'essentiel facteur de désertification. Ses causes avons-nous vu sont multiples d'où émergent, dans le sillage un nombre d'idées des moyens de lutte en concordance avec les programmes engagés bien sur :

La première idée se traduit par le renforcement institution-

nel du Commissariat du développement de l'agriculture dans les régions sahariennes (CDARS), du Haut Commissariat de développement de la steppe (HCDS) et de l'ITDAS (Institut technique de développement de l'agriculture saharienne). Ces institutions sont appelées à jouer un rôle prépondérant dans leurs zones d'actions (zones sahariennes et steppiques). Ils sont en somme dotées d'expériences et de cumul de connaissances et de savoir faire y compris en matière de lutte contre la désertification. Elles doivent être de véritables centres de rayonnement du progrès dans les régions dont ils ont la charge de développer. Les méthodes d'intervention doivent cependant être partagées avec les populations des zones concernées dans la mesure où celles-ci connaissent déjà leur milieu pour comprendre pleinement les contraintes et les menaces et les moyens d'y remédier.

La seconde idée est de favoriser le reboisement ciblé, car le reboisement tout " azimut " n'est pas souvent très efficient dans la mesure où les déperditions seraient plurielles induisant des dépenses budgétaires qui n'ont servi à rien outre meure.

Dans ce contexte, il est établi que les arbres jouent plusieurs rôles: ils contribuent à fixer les sols, à renforcer leur fertilité et leur permet d'absorber l'eau lorsque les crues sont fortes. Le couvert forestier et arboricole en général à cette faculté d'être un maillon central dans les équilibres naturels en protégeant les agro-systèmes et régulant le cli-

mat et conservant les ressources hydriques, atténuant les changements climatiques, comme ils jouent un rôle capital tant environnemental que socioéconomique. Dans ce cade, entreprendre un programme de reboisement utile tel le programme de développement des rustiques dans les diverses zones agroécologiques de concert avec les populations locales serait de pleine mesure. Dans les zones arides et semi-arides, le développement de certaines cultures telles que le figuier de barbarie, par exemple, revêt une grande importance, car, il permet le maintien et la restauration des écosystèmes naturels compte tenu de sa capacité à s'adapter aux climats les plus rudes. C'est une espèce servant la lutte contre la désertification et les divers processus de dégradation des terres et des sols. Les vergers denses de figuiers de barbarie constituent des milieux de prolifération de la faune et de la flore est deviennent des sites idoines de biodiversité. Cette plante a également une importance économique et sociale dans la mesure où elle permet de créer des opportunités d'emplois, de revenus et de richesses notamment en zones rurales outre qu'elle sert pour l'alimentation humaine et animale, pour être encore une plante cosmétique et médicinale. Les huiles extraites des graines de ses fruits (les figues) de surcroit très onéreuses peuvent être des sources de diversification économique.

Suite en page 9

CONTRIBUTION

Suite de la page 8

La troisième idée est que la réhabilitation et l'extension du barrage vert, selon une approche scientifique, technique et économique rationnelle et opérationnelle pour lutter contre la désertification, mais également la diversification activités porteuses de richesses et d'emploi constitue une véritable entreprise d'envergure permettant d'instaurer un écosystème très favorable à la promotion des zones concernée. Le couvert végétal que l'on suggère formé d'espèces forestières, mais surtout d'espèces utiles (arbres fruitiers rustiques) aura sûrement à impacter tout l'environnement. La réhabilitation du Barrage vert est considérée comme une œuvre écologique durable qui restera pour les générations présentes et futures. Il sera un héritage pour les enfants d'Algérie d'aujourd'hui et de demain. La troisième est de mettre en application les actions retenues dans le plan climat adopté en 2019, comprenant de nombreuses mesures et actions dont 63 concernent d'adaptation aux impacts négatifs des changements climatiques; 76 actions d'atténuation des émissions des GES (gaz à effets de serre); et 16 actions transversales (MADR, 2021) et qui mérite l'engagement des actions retenues à brève échéance étant donné que les perturbations découlant des changements climatiques font également augmenter les tensions sur les assiettes foncières agricoles, favoriser la propagation de maladies et stimuler les migrations humaines si des mesures d'adaptation adéquates ne sont pas adoptées et intégrées dans une politique de développement agricole et rural apte à gérer ces risques à moyen et long termes. L'option serait alors d'évaluer ces risques en identifiant les zones agricoles avec leurs aptitudes et potentialités et en mettant en place des outils adaptés permettant d'atténuer les effets climatiques et notamment la sécheresse. C'est dire qu'il est utile d'estimer l'impact des changements climatiques sur les systèmes de production agricoles, de développer les indicateurs d'alerte précoce, d'établir des études de la variabilité des précipitations et son impact sur l'agriculture, d'élaborer un atlas de cartes des paramètres et indices climatiques et valoriser les énergies alternatives renouvelables en vue de leur utilisation en milieu agricole et rural. Par ailleurs, la faiblesse et la variabilité spatio-temporelle des précipitations représentent des stress permanents pour les écosystèmes naturels et les cultures pluviales. Les augmentations des fréquences et des intensités de sécheresses ainsi que des températures entraînent une aridité encore plus poussée et accentuent, par conséquent, le phénomène de dégradation des sols et écosystèmes, engendrant ainsi la désertification des zones vulnérables comme les steppes et les hauts plateaux. Par ailleurs, on sait pertinemment que les systèmes alimentaires peuvent devenir plus résilient au climat et s'améliorer pour atténuer le changement climatique en adoptant des pratiques de production plus écologiques. L'approche réside l'intégration de systèmes de culture qui favorisent la biodiversité y compris celle des sols, protègent les habitats des pollinisateurs et utilise les ressources



naturelles de façon plus raisonnée. Dans ce cadre, l'intégration des systèmes agro-forestiers dans les systèmes culturaux pourrait non seulement rendre les systèmes alimentaires plus résilients mais cela permettra également de contribuer à atténuer le changement climatique.

La quatrième idée est d'entrevoir des approches et méthodes susceptibles de réduire les dégradations et préserver les sols, car le sol est une ressource essentielle à la production agricole. Les conditions d'une agriculture viable reposent en grande partie sur la gestion durable de ce potentiel. La pratique usuelle simple et peu onéreuse dans de nombreux pays pour régénérer et à fertiliser les sols consiste à préparer du compost qui deviendra de l'humus à travers l'apport de matières organiques et que par ailleurs, il est recommandé la construction de barrières contre l'érosion éolienne avec des plantes locales adaptées. A ce sujet et dans les milieux agronomiques, on fit noter que la monoculture et l'agriculture intensive ont un impact sur les sols, en appauvrissant sa diversité et les nutriments que la terre contient. Ce type d'agriculture dépend d'un fort apport extérieur (intrants, mines d'azote, etc.) qui n'est pas éternel d'où se pose la question du mode de production à favoriser pour garantir une alimentation durable. Le problème de la dégradation des sols par ce type d'agriculture pose la question du mode de production à favoriser pour garantir une alimentation durable. Alors que par ailleurs l'érosion constitue un autre phénomène de dégradation qui même, si elle est en partie naturelle, elle est causée également par le type d'agriculture adopté. Il ne va pas sans dire que la fertilité de nos sols est en général insuffisante en raison de la faiblesse de la fertilisation minérale et des apports organiques très limités. De ce fait les sols s'appauvrissent de manière accrue agissant de fait sur la productivité des cultures. L'amélioration du statut organique des sols est un objectif important pour assurer leur préservation et amélioration. Ainsi donc, l'effort scientifique doit être orienté vers la recherche de solutions permettant de séquestrer du carbone dans les sols, de valoriser les déchets urbains solides et liquides, les sous produits agricoles et agro-alimentaires en plus des résidus agricoles courants, les déchets verts,

les systèmes de cultures pour

permettre d'améliorer le taux de

matière organique des sols comme, il y a lieu également de privilégier la fertilisation biolo-

Au vu des pressions et des diverses atteintes que subissent les terres agricoles, il est impératif d'attirer l'attention sur la nécessité de conférer à la ressource sol le statut de " ressource rare non renouvelable " avec des mesures réglementaires de protection et de préservation contre toute forme d'atteinte à ce patrimoine nourricier.

La cinquième idée est d'élaborer des pratiques agricoles durables car l'introduction de la monoculture et les labours irrationnels tendent en somme à accélérer le processus de désertification. En parallèle, beaucoup de nos zones notamment les montagnes et la steppe, on le sait abritent un grand nombre d'espèces végétales adaptées, mais également des plantes médicinales et aromatiques (PAM), marquant la biodiversité qu'il convient d'y exploiter d'une manière rationnelle a travers des techniques et des approches durables. Au-delà, la surexploitation des terres doit être compensée par des périodes au cours desquelles, il convient de laisser les sols 'respirer', sans culture et sans bétail ou à fortiori, éviter les labours superficiels favorisant les " semelles de labours ".

La sixième est de renforcer le système de connaissances agricole, par des programmes de recherche-développement et de vulgarisation ciblés au profit des populations à travers la cohérence et la coordination entre les intervenants dans les espaces exposés à la désertification et à l'érosion éolienne ou hydrique. Enfin, de nombreuses études entreprises doivent faire l'objet d'actualisation surtout celles liées aux systèmes agrair s. à la climatologie et à l'hydrographie.

La septième idée est que compte tenu de la sécheresse récurrente, entrecoupée par des averses diluviennes constatées, de temps à autre, il serait de grande importance d'installer des retenues collinaires et d'ouvrages de stockage d'eau de ruissellement dans les endroits qui s'y prêtent notamment en zones arides et semi-arides pour servir l'irrigation des cultures céréalières et celles de plein champs autant que pour l'abreuvement des cheptels, car l'on constate souvent que des eaux de surface partent en déperdition après de fortes pluies et de crues sans qu'elles soient emmagasinées à des fins d'agriculture;

La huitième idée est que dans les périmètres de concessions des terres agricoles notamment dans les zones du Sud du pays, il serait de grande utilité d'installer, si besoin est des clôtures en brises-vent pour réduire l'ensablement et la désertification et qu'en parallèle faut-il penser à l'avenir de créer des bases de vie qui devront constituer au futur, des agglomérations favorisant l'instauration d'écosystèmes et de cadres de vie, qui avec le temps se développent, outre leur incidences sur la diversification économiques et sur la biodiversité.

Conclusion:

Aujourd'hui, partout dans le monde, l'on ne disconvient pas pour dire que la " désertification liée globalement à des facteurs d'ordre naturel et anthropique constitue un problème crucial pour de nombreux pays notamment les pays à climats arides et semi-arides et que brièvement, les stratégies et les méthodes de lutte doivent s'inscrire dans le cadre d'une approche multisectorielle, intégrée, active et solidaire. Il ne s'agit nullement de parler de la désertification et de son facteur essentiel la sécheresse, sur le plan conceptuel, mais d'entreprendre des programmes fondés sur des études approfondies traitant ces sujets qui d'ailleurs restent toujours d'actualités. La désertification

aggravée par les changements climatiques menace les écosystèmes naturels par la réduction du potentiel biologique et la rupture des équilibres écologiques et socioéconomiques d'une part, et conduit à un accroissement exponentiel de la demande de biens de première nécessité, comme l'eau et la nourriture, mais également de la demande d'autres ressources importantes, telles les ressources naturelles et l'énergie d'autre part. Elle affecte au bout de chaine, la sécurité alimentaire. L'Algérie on le sait déjà, appartient à la sphère bioclimatique aride et semi-aride conduisant à des menaces naturelles sur son espace agricole ce qui nécessite des approches fonctionnelles murement réfléchies pour éviter les redondances et gaspiller les ressources y compris budgétaires pour des actions fragmentaires ne s'inscrivant pas dans une logique pour le moins concertée. Enfin, et en résumé global, la lutte contre la désertification et la sécheresse passe nécessairement par la restauration, le maintien et l'extension du patrimoine forestier, la protection et la préservation des parcours steppiques et les espaces oasiens et des écosystèmes fragiles exposés aux processus de dégradation pour ainsi dire qu'il est opportun d'engager des programmes très concertés de reboisement utile notamment, de développer les filières des produits forestiers ligneux avec possibilités de créer des micros entreprises pour leur valorisation dans un cadre réglementaire, d'augmenter sans cesse le taux de boisement et de plantations y compris dans les zones urbaines, de créer et de renforcer le réseau des aires protégées pour la conservation de la biodiversité, de promouvoir l'écotourisme et l'agrotourisme, à travers les associations spécialisées dans le domaine et enfin, agir avec célérité, à la réhabilitation du barrage vert et penser déjà à la construction de retenues collinaires.

L'ensemble de ces considérations, pensons-nous, sont des facteurs de lutte contre la sécheresse et la désertification hormis leurs retombées sur la restauration des écosystèmes et sur les conditions socioéconomiques des populations. Y penser, c'est déjà agir.

Mohamed KHIATI, Agronome Expert post-universitaire. Khiame@yahoo.fr

1. CNULCD: Convention des Nations Unies pour la Lutte Contre la Désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification en particulier en Afrique. 2. Nordine Grim (2020).- Barrage vert: au temps où l'Algérie était à

la pointe du combat écologique. https://www.algerieeco.com/2020/12/23/barrage-vert-au-temps-ou-lalgerie-etait-a-lapointe-du-combat-ecologique/

3. Documents du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et de la DGF (2020-2022).

4. MADRP. Bilan des réalisations dans le domaine du développement économique et social. Septembre 2018

5. HCDS, Rapport-Bilan des réalisations des activités de restauration et de réhabilitation des parcours steppiques, 2007 et MADRP. Bilan des réalisations dans le domaine du développement économique et social, de 1999 à juin 2018.

6. Allocution du Directeur Général de ACSAD, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse,

7. DGF.Barrage vert : Plan d'action de réhabilitation, d'extension et de développement " 2020-2030 " (Synthèse, 2021).

8. BNEDR (2022).-Bilan des réalisations du secteur de l'agriculture et du développement rural (de 1962 à ce jour).

9. CDARS.-Développement des espaces agricoles et pastoraux des zones sahariennes. Communication présentée lors de l'atelier technique portant sur le recensement et l'évaluation des potentialités en sols et en eau et leur gestion durable, en utilisant l'outil géo-spatial (satellite, photographie aérienne), MADR, 10 Aout 2020.

EL MOUDJAHID

S'EXPRIMANT SUR LE PROCHAIN RENDEZ-VOUS ÉLECTORAL

Le président de l'ANIE rassure

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a indiqué, hier, que les postulants désireux de se porter candidat à la présidentielle anticipée du 7 septembre prochain peuvent, d'ores et déjà, se rapprocher de l'ANIE, pour retirer les fiches de souscription et les formulaires de signature d'appui requis par la loi, pour valider la candidature.

ohamed Charfi, qui s'est exprimé sur les ondes de _la Radio nationale, a précisé que l'ANIE a mis un nouveau formulaire à la disposition des candidats. «Il s'agit d'un formulaire qui rend impossible le marchandage des signatures et met fin aux mauvaises pratiques de souscription vécues par le passé durant lesquelles les gens vendaient et achetaient des appuis», a-t-il relevé. Il a également précisé que les fiches de souscription sont désormais dotées d'un numéro de série pro-



pre à chaque candidat qui vient retirer son quota. Par ailleurs, le président de l'ANIE a affirmé avoir opté pour l'octroi de 70 000 fiches, au lieu des 50 000 exigées par la loi, qui peuvent être utiles en cas de besoin par les prétendants. «Ces fiches de souscription sont suivies au jour le jour grâce à une plateforme électronique de manière à ce que ces formulaires ne soient pas útilisés par d'autres postulants. C'est une des garanties de sécurité de l'opération électorale au niveau des souscriptions et d'authentification des signatures», a-t-il souligné. Et d'ajouter : «Désormais, il est très difficile de faire comme avant, soit par profit individuel soit pour nuire à la crédibilité d'un scrutin.» Il convient de préciser que l'objectif fondamental de cette

initiative est, selon Charfi, de garder la confiance des électeurs et des électrices quant à la crédibilité du processus électoral et participer à la victoire de leurs favoris. Des garanties contre la fraude Au sujet de la crédibilité de cette opération, le président de l'ANIE a rappelé qu'elle est aussi assurée par l'intérêt porté sur l'assainissement du fichier électoral, numérisé en 2019, et la révision exceptionnelle, prévue du 12 au 27 juin, est un autre garant antifraude». C'est pourquoi, le président de l'ANIE a incité les jeunes à «s'inscrire sur les listes électorales et disposer de leur carte d'électeur». Pour l'invité de la radio nationale, ce sont les deux segments de sécurisation d'un scrutin crédible et démocratique et cet aspect est pris en charge dans le cadre d'une stratégie particulière que l'ANIE a mise en place depuis 2022 déjà, via une perspective planifiée. Il y va de la sécurité démocratique et de la sécurité nationale», a-t-il appuyé. Et de rappeler que l'Algérie s'est inspirée d'autres expériences pour veiller à notre sécurité nationale en introduisant la notion de sécurité démocratique dans la Constitution de 2020. Concernant l'encadrement du processus électoral, Mohamed Charfi a fait savoir que l'autorité dispose de 500 000 encadreurs délégués des institutions de la fonction publique, des étudiants universitaires et des jeunes, et ce après des enquêtes menées par son instance pour s'assurer de l'intégrité et de la neutralité de ces derniers.

MIDI LIBRE PAIEMENT MOBILE

Hausse des transactions de 71% durant le premier trimestre 2024 es opérations de paiement

mobile ont dépassé 12,5 millions de transactions au cours du premier trimestre de l'année en cours, contre 7,6 millions d'opérations durant la même période de 2023, soit une progression de 71%, selon des données publiées par le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique) sur son site web. Selon cet organisme, la valeur des transactions de paiement mobile a dépassé 9,3 milliards (mds) Da sur les trois premiers mois de l'année en cours comparativement à environ 5,5 mds Da durant le premier trimestre de l'année précédente. Quant aux transferts d'argent via mobile (entre clients du même établissement financier), ils se sont élevés, pour la même période, à plus de 7,2 millions d'opérations pour une valeur dépassant 106 mds de Da, soit une hausse de 140% et de 187% respectivement sur un an. Limité auparavant entre les clients de la même banque ou d'établissement financier, le paiement mobile a récemment été rendu interopérable. Concernant le paiement via internet, il enregistre une hausse dans le sillage de la progression du nombre des web marchands à 510 opérateurs, contre 337 web marchands au cours du premier trimestre de l'année écoulée, selon le bilan de Gie Monétique. Ainsi, le nombre des transactions durant le premier trimestre de l'année en cours a atteint 3,2 millions d'opérations (+18%) pour une valeur totalisant 9,3 mds Da (+63%), réparties sur les activités de télécommunications, le transport, les assurances, les factures, les services administratifs, les services, vente de biens, et sports et loisirs. S'agissant des opérations du paiement via les terminaux de paiement électronique (TPE), elles ont totalisé plus de 1,3 millions transactions (+55%) pour une valeur dépassant 10 mds de Da (+49%), parallèlement à une progression du nombre des terminaux à 53756 appareils, en hausse de 4726 TPE comparativement au 1er trimestre de l'année dernière. Pour ce qui est des opérations de retrait sur les distributeurs automatiques de billets (DAB) durant le premier trimestre, leur nombre a dépassé les 45 millions d'opérations avec une valeur de plus de 860 mds Da alors que le nombre de DAB a atteint 3868 appareils en hausse de 155 distributeurs sur un an. Créé en 2014, le groupement Gie Monétique est composé de 18 banques en plus d'Algérie poste, et auquel la Banque d'Algérie (BA) contribue en tant que membre nonadhérent afin de s'assurer de la conformité des systèmes, des outils de paiement et des standards en vigueur. Cet organisme conduit le système monétique pour le promouvoir via la généralisation l'utilisation des moyens de paiement électro-

L'EXPRESSION

L'ÉMIGRATION ET LE RENDEZ-VOUS DU 7 SEPTEMBRE

La force d'une diaspora

Algérie compte ses forces en ces temps de précampagne électorale pour l'élection présidentielle du 7 septembre prochain. Une armée organisée, solide et prête à l'action, une économie en plein boom avec des investissements étrangers dépassant les 10 milliards de dollars, une société consciente des enjeux, une diaspora très attachée au pays et une parfaite entente entre ces quatre acteurs majeurs qui convergent tous vers un Président qui a réussi le tour de main de redonner du souffle à la République, tant au plan social, économique qu'au niveau de la politique étrangère. Offensive et déterminée, la démarche adoptée par Abdelmadjid Tebboune dans les rapports de l'Algérie au reste du monde l'a rendue on ne peut plus visible aux niveaux régional et international. La loyauté exprimée par la diplomatie algérienne aux causes sahraouie et palestinienne en a fait une nation-phare sur ces deux questions, notamment depuis son élection au Conseil de sécurité de l'ONU en qualité de membre non permanent. Sa fermeté à l'adresse de l'Espagne qui a manqué à ses devoirs de puissance administrante dans le dossier du Sahara occidental, la rupture des relations avec le Maroc qui a conclu une alliance militaire avec l'entité sioniste auront été des épisodes qui ont marqué la région. L'activisme de sa représentation à l'ONU et les deux résolutions sur Ghaza, proposées et votées au Conseil de sécurité, les multiples coups de téléphone du secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, au ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, mais aussi et, surtout, la visite du président Tebboune en Russie, qualifiée par Vladimir Poutine d'attitude courageuse, ont donné une très forte exposition de l'Algérie à l'international. L'Algérie a reçu les félicitations d'un grand nombre de chefs d'Etat pour ses réalisations au Conseil de sécurité de l'ONU. En cela, le président français, Emmanuel Macron, a publiquement fait état d'une collaboration étroite entre la représentation française à l'ONU et celle de l'Algérie. De fait, le pays a bénéficié d'une importante exposition médiatique à travers le monde. Objet de grande fierté pour les Algériens de l'intérieur et de la diaspora, l'exceptionnelle mission accomplie par l'Algérie en moins de cinq ans a véritablement renforcé les relations des Algériens établis à l'étranger avec leur pays d'origine. Les enfants d'émigrés de deuxième et troisième générations ont redécouvert une nation forte à la voix écoutée et respectée dans les fora internationaux. Cette catégorie de citoyens, auparavent quelque peu négligés et éloignés des préoccupations de l'Exécutif a eu droit de cité dans le programme du président Tebboune. Une multitude de mesures en sa faveur ont été prises, dont la possibilité d'acheter des appartements en location-vente, d'importantes réductions dans les billets de transports pour regagner le pays et même la possibilité d'y accéder avec une simple carte d'identité, et ce même si la date est arrivée à expiration. Au regard de la nouvelle visibilité et les motifs de fierté qui en découlent, les initiatives prises en direction de la diaspora ont renforcé considérablement le sentiment d'appartenance à la patrie. Et ce n'est pas juste une impression, mais bel et bien un fait vérifiable sur les réseaux sociaux et également sur le terrain. A tel point que l'Algérie a été quelque part l'une des invitées-suprise de la campagne électorale pour les Européennes en France. A la veille de la révision exceptionnelle des listes électorales, qui débutera le 12 juin prochain, les observateurs de la scène nationale s'interrogent sur l'attitude des Algériens établis à l'étranger vis-à-vis du scrutin présidentiel du 7 septembre. Jusqu'au 27 juin, date de la clôture de l'opération, l'afflux des citoyens pour s'inscrire sur les listes électorales sera un premier indicateur de l'engouement ou pas de l'émigration pour cette élection. Il reste encore la campagne électorale elle-même et, certainement, la mobilisation de pas mal d'influenceurs de l'émigration en faveur d'une participation massive. A ce propos, l'exceptionnelle vague de votants lors de la présidentielle de 1995 est encore dans les mémoires. L'on se rappelle que la diaspora avait voté, à l'époque, pour que l'Algérie ne sombre pas. Pour septembre 2024, compte tenu des ambitions de la mère-patrie, les Algériens de l'étranger auront à voter pour que le pays émerge comme une nation démocratique portée par un peuple conscient des enjeux de l'heure. Les ingrédients d'un saut historique vers l'avant sont réunis. Il reste à savoir si les Algériens de l'intérieur et de l'extérieur sauront le détecter...

249 JOUR DU GÉNOCIDE À GHAZA

La proposition américaine de cessez-le-feu présentée au CS de l'ONU pour être votée

Les États-Unis ont annoncé avant-hier, avoir demandé un vote au Conseil de sécurité de I'ONU sur une proposition de cessez-le-feu en trois étapes pour Gaza.

ate Evans, porte-parole de la mission américaine auprès de l'ONU, a précisé que la demande avait été soumise au Conseil de sécurité.

La proposition avait déjà été annoncée par le président Joe Biden et préparée par

Israël.
"Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, la mise en œuvre de cet accord permettrait un cessez-le-feu immédiat, la libération des otages, le retrait des forces israéliennes des zones peuplées dans sa première phase, une augmentation immédiate de l'aide humanitaire et le rétablissement des services de base, et le retour des civils palestiniens dans le nord de Gaza, ainsi qu'une feuille de route pour mettre fin à la crise, outre un plan de reconstruction pluriannuel soutenu par la communauté internationale", a déclaré Evans.

"Israël a accepté cette proposition et le Conseil de sécurité a l'opportunité de parler d'une seule voix et d'appeler le Hamas à faire de même", at-il souligné.

Des sources onusiennes ont indiqué que le vote pourrait être inscrit à l'ordre du jour du Conseil de sécurité en début de semaine.

LA PARTIALITÉ DES PAYS SOUTENANT L'OFFENSIVE SIONISTE SUR GAZA CRITIQUÉE

Le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit au logement, Balakrishnan Rajagopal a critiqué les pays qu'il accuse de partialité dans l'offensive israélienne sur Gaza, suite à l'attaque meurtrière de Tel Aviv contre le camp de réfugiés de Nuseirat dans l'enclave palestinienne.

« Les pays qui célèbrent la libération de quatre otages israéliens sans dire un mot sur les miliers de Palestiniens tués et les milliers de personnes détenues arbitrairement par Israël ont perdu leur crédibilité morale pendant des générations et ne méritent pas de faire partie d'un organe des



droits de l'homme de l'ONU», déclaré Balakrishnan Rajagopal sur X évoquant l'attaque qui a eu lieu, samedi. Plus tôt, l'armée israélienne avait annoncé qu'elle avait lancé des attaques sur divers endroits dans la partie centrale de la bande de Gaza et qu'elle avait réussi à sauver quatre captifs vivants dans deux zones différentes.

Citant un responsable américain, CNN a rapporté qu'une unité américaine en Israël avait contribué aux efforts visant à sauver les otages.

Le bureau des médias du gouvernement basé à Gaza a déclaré qu'au moins 210 Palestiniens ont été tués et plus de 400 autres ont été blessés samedi dans de graves frappes aériennes israéliennes ciblant le camp de réfugiés de Nuseirat, les zones situées à l'est de Deir al-Balah et les camps d'al-Bureij et d'al-Maghazi dans le centre de Gaza, coïncidant avec une soudaine incursion de véhicules militaires à l'est et au nord-ouest de Nuseirat.

LA RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT DE PALESTINE EST IMPORTANTE POUR RÉSOUDRE LA CRISE AU **MOYEN-ORIENT**

L'ambassadeur de Slovénie à Ankara, Gorazd Renselj, a déclaré que la reconnaissance de l'État de Palestine en tant que partenaire égal d'Israël et de l'existence de deux États négociant pour vivre en paix est importante pour la solution pacifique à la crise du

Moyen-Orient. Dans déclarations à la presse, il a ajouté : « Nous considérons Israël et la Palestine comme deux États vivant côte à côte dans la démocratie et la paix, dans la perspective d'une solution pacifique et durable »

Il a ajouté : "Nous avons travaillé dur avec nos partenaires du Conseil de sécurité de l'ONU, pour contribuer à parvenir à cette solution pacifique".

L'ambassadeur a souligné qu'il n'est pas possible d'ignorer la catastrophe à Gaza et les souffrances des gens, en particulier les souffrances et les meurtres d'enfants et de

LES MANIFESTANTS **PRO-PALESTINIENS** QUITTENT LE SIÈGE DU **NORTHWESTERN**

Plusieurs dizaines d'étudiants pro-palestiniens ont quitté la cérémonie d'ouverde l'université Northwestern, en signe de protestation contre la poursuite du génocide dans la bande de Gaza et le refus de l'administration universitaire de répondre aux demandes des manifestants d'arrêter les investissements et les relations avec l'État occupant. Les étudiants ont également organisé une cérémonie populaire spéciale devant la cérémonie annuelle de remise des diplômes de l'université au «Ĉentre Uni » de Chicago, au cours de laquelle ils ont scandé les noms des étudiants qui ont été tués dans la bande

de Gaza tout au long des huit mois de guerre. « Pendant que nous sommes assis ici, Israël détruit le rêve d'éducation, et encore moins d'obtention d'un diplôme, pour les jeunes de Palestine et nous refusons de permettre que la complicité de notre université reste incontrôlée. », ce qu'on peut lire sur l'un des banderoles levés par les étudiants.

Malgré les avertissements répétés de l'administration de l'école d'élite Big 10 contre les perturbations lors de l'obtention du diplôme, une foule de plus de 100 manifestants – certains portant des toges et des toges de graduation – ont encerclé une banderole indiquant « Pas de graduation à Gaza », qui présentait des photographies et de courtes biographies de certaines des personnes tuées à Gaza.

Les manifestants pro-palestiniens ont exigé que le Anthony Albanese Northwestern se désinvestisse condamné l'incident, appe de ses actifs financiers liés à

Le 18 avril, des étudiants et des universitaires rejetant l'agression contre Gaza ont entamé un sit-in sur le campus de l'Université Columbia à New York, exigeant que son administration mette fin à sa coopération avec les universités israéliennes et retire ses investissements dans les entreprises qui soutiennent l'occupation.

Avec l'intervention de la police et l'arrestation de dizaines de manifestants, l'état de colère s'est étendu aux universités de pays comme la France, la GrandeBretagne, l'Allemagne, le Canada et l'Inde, qui ont tous été témoins de manifestations et d'exigences pour arrêter la guerre à Gaza et boycotter les entreprises qui fournissent des armes à Israël.

LE CONSULAT AMÉRICAIN À SYDNEY VANDALISÉ

Le consulat américain à Sydney, en Australie, a été attaqué à coups de marteau et aspergé de peinture tôt lundi.

La police de Nouvelle-Galles du Sud a déclaré que neuf fenêtres du consulat avaient été brisées et que la porte d'entrée avait été peinte à la bombe, dessinant des triangles rouges inversés vers 3 heures du matin, heure locale (17 heures GMT dimanche), a rapporté ABC News.

Le Premier ministre à "un débat et un discours politiques respectueux".

"Les gens sont traumatisés par ce qui se passe au Moyen-Orient, en particulier ceux qui ont des proches en Israël ou dans les territoires palestiniens occupés", a fait savoir Albanese lors d'une conférence de presse.

"Des mesures telles que repeindre le consulat américain ne font rien pour faire avancer la cause de ceux qui ont commis ce qui est, bien entendu, un crime visant à endommager des biens", a-t-il souligné.

La police a ouvert une enquête pour appréhender les responsables de l'incident.

DIABÉTIQUES DE TYPE 1

Une protection contre le Covid-19 grâce au vaccin du BCG?

Connu depuis plus d'un siècle, le vaccin du BCG serait-il efficace contre le Covid-19 chez des patients moins bien protégés par le vaccin à ARNm ? C'est ce que suggèrent des chercheurs américains selon lesquels des injections répétées de BCG pourraient aider à diminuer le risque de Covid-19 chez des patients diabétiques de type 1. Zoom sur les conclusions de leurs travaux.

QU'EST-CE QUE LE VACCIN DU BCG ?

Mis au point il y a plus d'un siècle, le vaccin du BCG désigne un vaccin vivant atténué, c'est-à-dire composé de bacilles tuberculeux vivants mais affaiblis. Administré par voie intradermique, ce vaccin limite fortement le risque de développer une infection tuberculeuse et permet d'éviter les formes graves chez l'enfant. D'une efficacité allant de 75 à 85%, ce vaccin doit être administré chez le nourrisson au cours du deuxième mois de vie ou dès la naissance si un cas est détecté dans son entourage.

À savoir ! Certains cas contre-indiquent la vaccination, comme une maladie de peau étendue, une immunodépression, une séropositivité au VIH ou des traitements à base de corticoïdes ou immunosuppresseurs (chimiothérapie).

Dans les premiers temps de



la pandémie de Covid-19, une piste de recherche avait été évoquée selon laquelle le vaccin du BCG pourrait être efficace contre le SARS-Cov-2 en population générale. Mais les résultats controversés d'études ayant été menées à l'échelle internationale ainsi que la mise au point du vaccin à ARNm ont eu raison de cette hypothèse

Quatre ans plus tard, des chercheurs américains du Massachusetts General Hospital relancent le débat en s'intéressant à l'efficacité du vaccin du BCG contre le Covid-19 chez des patients à risque et diabétiques de type 1.

VACCIN DU BCG ET PROTECTION ANTI-INFECTIEUSE EFFICACE DES PATIENTS DIABÉTIQUES DE TYPE 1

Les scientifiques se sont spécialement intéressés aux patients diabétiques de type 1 après avoir constaté l'absence de protection significative contre le SARS-CoV-2 conférée par les vaccins ARNm dans cette population particulière.

Pour mener à bien leurs recherches, les scientifiques américains ont donc élaboré deux essais cliniques de phases 2 et 3 incluant 141 patients issus de la cohorte BCG Trial

mise en place avant la pandémie de Covid-19. Aucun de ces patients n'avaient reçu de vaccin du BCG dans l'enfance. Parmi les 141 participants :

93 ont été randomisés dans le « groupe BCG » avec des injections intradermiques multiples : cinq doses (30 %) ou six doses (70 %) de la souche Tokyo du BCG.

48 ont été randomisés dans le « groupe placebo » avec des injections factices.

S'agissant du protocole d'injections, les participants ont reçu :

3 injections, pendant les 26 mois précédant la pandémie de

Covid-19. 2 injections lors de la première vague de Covid-19.

Une dernière injection lors de la seconde phase de la pandémie (avec circulation des variants Bêta, Gamma, Delta et Omicron).

Après analyse des données, les scientifiques ont pu observer les résultats suivants :

Efficacité de 92 % du vaccin du BCG contre le Covid-19 lors de l'essai de phase 2 et efficacité de 43,2% lors de l'essai de phase 3.

Efficacité de 54,3% sur les 34 mois étudiés.

Pas d'interférence entre la vaccination BCG et l'efficacité des vaccins Covid.

Moins d'infections de tous types chez les participants du groupe BCG.

Publiés dans la revue iscience, ces résultats montrent que des injections multiples du vaccin du BCG protègeraient significativement les patients diabétiques de type 1 de l'infection par le Covid-19 mais également d'autres infections qu'elles soient virales, bactériennes ou fongiques.

UNE PROTECTION DURABLE CONTRE LES MALADIES INFECTIEUSES

Pour les auteurs de cette étude, le vaccin du BCG est intéressant en ce sens qu'il pourrait protéger les patients sur des décennies contre tout variant de Covid-19, de grippe, de virus respiratoire syncitial et d'autres maladies infectieuses.

Prochaine étape pour les chercheurs américains ? Faire autoriser dans leur pays la vaccination du BCG chez les patients diabétiques de type 1, particulièrement à risque pour toutes les maladies infectieuses. Ils ambitionnent également de vérifier si le vaccin du BCG peut davantage les protéger contre les formes sévères du Covid-19. Affaire à suivre!

Zona, un nouveau vaccin efficace à 80% sur la maladie!

Le zona est une maladie Causée par la réactivation du virus de la varicelle, de la famille des herpès-virus. Après la guérison d'une varicelle, le virus reste parfois "endormi" à la racine des nerfs au niveau des ganglions nerveux.

Quelques années plus tard, le virus peut se réactiver et entraîner l'apparition d'un zona. Le virus se multiplie et provoque une éruption cutanée douloureuse. Le ganglion nerveux correspond à la zone où l'éruption de la varicelle est souvent particulièrement intense : le tronc et la tête.

Ce réveil peut survenir lors d'une baisse des défenses immunitaires, à la suite d'une période de forte fatigue ou de fièvre.

Ce phénomène peut également faire suite à une maladie qui entraîne un déficit immunitaire comme un cancer ou une maladie infectieuse.

Le zona se déclenche souvent après 50 ans et peut toucher différentes parties du corps comme le thorax, le dos, le ventre, les organes génitaux, le cou et le visage.

Un vaccin presque deux fois plus efficace contre le zona

Pour prévenir cette maladie, un nouveau vaccin, Shingrix, vient de voir le jour. Il serait efficace à 80 % et est officiellement recommandé par la Haute Autorité de Santé.

Cependant, toute la population ne peut pas y prétendre. En effet, ce vaccin est recommandé aux personnes âgées de 65 à 74 ans. Il peut également être prescrit aux patients de plus de 18 ans, immunodéprimés.

Ce nouveau vaccin est jugé plus efficace que celui utilisé depuis une dizaine d'années, le Zostavax. En cas de contamination, le vaccin Shingrix, serait également plus efficace pour réduire les douleurs (87 %).

La recommandation de l'HAS est une première étape vers un remboursement de ce vaccin par la Sécurité sociale. Actuellement, il est commercialisé dans une trentaine de pays.

Quels sont les 5 bienfaits de la feuille de figuier?

es figues sont délicieuses et ont de nombreux bienfaits pour la santé. Mais saviez-vous que les feuilles de figuier étaient tout aussi bénéfiques pour la santé ? On vous explique tout.

APAISER LES DOULEURS MENSTRUELLES ET LUTTER CONTRE LA CONSTIPATION

Les figues ont de nombreux bienfaits pour la santé. Mais saviez-vous que les feuilles de figue sont tout aussi excellentes?

En effet, notamment consommées en infusion, elles permettent d'améliorer la circulation sanguine et de fluidifier le sang. Elles sont ainsi un remède naturel

pour lutter contre les douleurs menstruelles.

Les feuilles de figuier permettraient aussi de :

Réguler le taux de glycémie et les triglycérides. Elles sont idéales pour traiter le diabète.

Faciliter la digestion.

D'apaiser la toux et de soigner les maux de gorge. Elles peuvent être utilisées en gargarismes.
Réduire les symptômes de l'asthme.

Lutter contre la constipation.

Les feuilles de figuier permettraient aussi de traiter le vitiligo grâce aux propriétés photo sensibilisantes qui s'y troupriètés qui s'y troupriètés photo s'y troupriètés qui s'y troupriètés qui s'y troupriètés photo s'y troupriètés qui s'y troupriè

vent. Cependant, il manque encore des

études scientifiques pour prouver tous ces bienfaits pour la santé.

COMMENT CUISINER LES FEUILLES DE FIGUIER ?

En cuisine, les feuilles de figuier peuvent s'utiliser fraiches ou sèches.

Lorsqu'elles sont fraîches, il est nécessaire de les utiliser assez rapidement. Pour cela, il suffit de les laver et de couper les tiges. Vous pouvez ensuite les glisser dans l'eau de vos légumineuses, cela donnera un goût et un arôme tout particulier.

Il est aussi possible d'en mettre dans l'eau de vos pâtes ou de votre riz. Enfin, vous pouvez cuire vos viandes et poissons à l'intérieur des feuilles, en vous en servant comme une papillote. Le poisson prendra alors un goût très prononcé et la viande sera délicatement parfumée.

En ce qui concerne les feuilles de figuier sèches, il est aussi possible de s'en servir pour aromatiser la cuisson de vos viandes et légumineuses.

Vous pouvez également les faire infuser, c'est d'ailleurs l'une des utilisations les plus fréquentes. Il suffit de les mettre à bouillir dans l'eau et de verser dans une tasse les feuilles séchées.

Retirez-les après quelques minutes d'infusion. Buvez, les feuilles de figuier sont excellentes pour la santé!



Selection du jour



Armageddon

Avec: Bruce Willis, Billy Bob Thornton, Ben Affleck, Liv Tyler, Will Patton, Steve Buscemi, William Fichtner, Owen Wilson, Michael Clarke Duncan, Peter Stormare, Ken Hudson Campbell, Jessica Steen, Keith David, Chris Ellis, Jason Isaacs, Grayson McCouch, Clark Heathcliff Brolly, Marshall R. Teague, Anthony Guidera, Greg Collins, J. Patrick McCormack, Ian Quinn, Christopher J. Worret, Adam Smith, John Mahon, Grace Zabriskie, K.C. Leomiti, Eddie Griffin, Deborah Nishimura, Albert Wong

Un as du forage pétrolier et ses équipiers sont envoyés dans l'espace pour faire imploser un astéroïde géant qui menace la Terre de destruction.



CANAL+

Soudain seuls

Avec : Mélanie Thierry, Gilles Lellouche

Après avoir quitté Brest il y a quelques mois, Ben et Laura, seuls sur leur bateau, effectuent un tour du monde qui doit les amener prochainement à Puerto Edén, au Chili. Mais entretemps, Ben voudrait faire une escale sur une petite île pour observer baleines et aurores boréales. Le couple fait donc une halte sur une superbe île volcanique quand une tempête éclate, les forçant à rester la nuit sur l'île. Le lendemain, à leur réveil, Laura et Ben sont incapables de repérer leur bateau à l'horizon. Ils se créent alors un campement de fortune dans une ancienne base de baleiniers.





Cauchemar en cuisine

Philippe Etchebest se rend à Chambéry en Savoie dans le restaurant de Christine. C'est Paula, la commerçante d'en face, qui a fait appel à lui. Depuis trois ans, Christine a repris le plus vieux restaurant de la ville, une véritable institution, mais depuis quelques mois, les clients désertent l'établissement et Paula est très inquiète pour son amie. Le chef va rapidement découvrir que la situation est préoccupante et que rien ne va dans ce restaurant. Christine travaille seule, elle s'occupe de la salle et de la cuisine donc tout est bâclé : le service est lunaire, la présentation des plats et l'hygiène laissent clairement à désirer.





20h00

Athlétisme : Championnats d'Europe



Au programme de cette cinquième et avantdernière soirée de compétition, vivez la fin du décathlon, ainsi que les finales des concours de saut en hauteur et triple saut masculin, lancer du javelot féminin, 400 mètres haies messieurs et dames, 10 000 mètres dames et 200 mètres dames. En 2022, le titre européen du décathlon avait été enlevé par l'Allemand Niklas Kaul. L'Italien Gianmarco Tamberi avait remporté le saut en hauteur et le Portugais Pedro Pichardo avait été sacré au triple saut. Sur le 400 m haies, le Norvégien Karsten Warholm avait devancé le Français Wilfried Happio et sa compatriote Femke Bol l'avait emporté chez les dames.



La doc et le véto

Avec: Michel Cymes, Dounia Coesens, Jérôme Fonlupt, Valérie Schwarcz, Pasquale D'Inca, Olivier Perrier, Léo-Paul Salmain, Franck Adrien, Frédéric Bouraly

Avec la complicité de la doc Emma Colin, le véto Pierre Josset cherche des solutions pour la sécurité de son père, Albert, dont la santé et l'autonomie déclinent. Mais l'animal n'est pas du genre à se laisser aider, encore moins à vouloir quitter sa ferme. Parallèlement, le village de Valererandeles-Chantelle est victime d'un corbeau dont les lettres venimeuses, toujours accompagnées d'une plume noire, sèment la discorde et mettent le feu aux poudres.





West Side Story

Avec: Ansel Elgort, Rachel Zegler, Ariana DeBose, David Alvarez, Rita Moreno, Brian D'Arcy James, Corey Stoll, Mike Faist, Josh Andrés Rivera, Iris Menas, Ana Isabelle, Paloma Garcia Lee, Maddie Ziegler, David Aviles Morales, Sebastian Serra, Kyle Allen, Talia Ryder, Jamie Harris, Jamila Velazquez, Chryssie Whitehead, Curtiss Cook, Claudette Lalí, Ken Holmes, Ben Cook, Nadia Quinn, Kathryn Grace, Victor Cruz, Ricardo Zayas, Carlos E. Gonzalez, Ricky Ubeda, Andrei Chagas, Patrick Higgins New York, 1957. Les Jets, de « vrais » Américains, et les Sharks, des Portoricains, s'affrontent dans une guerre des gangs funeste...

LE MAGHREB Le Quotidien de l'Économie

Edité par la SARL
Maghreb Presse
Édition
au capital
De 5.200.000 DA
Compte bancaire:
00100625030030024926
BNA agence Kouba

Directeur de la Publication Salah Lakoues

Direction de la Rédaction Administration BP 545,

Maison de la presse Safir Abdelkader Kouba - Alger

Tél Adm : 023 70 94 94 Tél Réd : 023 70 94 61 Fax Pub : 023 70 94 58 Fax Réd : 023 70 94 09 Site internet: www.lemaghreb.dz e- mail: maghrebjournal@yahoo.fr

> Impression SIA Alger

EPE - SPA Imprimerie "Centre" Siége social : Zone Industrielle El-Alia Bab-Ezzouar - Alger **Diffusion**

Centre : MPE Est : MPE « Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -

Alger. Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45

020.05.13.77

E-mail :agence.reqie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustrations adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

Plus de 170 exposants, participent aux 7e Salon international du textile, de l'habillement, du cuir et de l'équipement "TexStyle Expo" au Palais des expositions (Pins maritimes-Alger).

LAVROV:

« L'Occident a bien compris les propos de Poutine sur l'envoi d'armes russes dans d'autres régions du monde »

S elon le ministre russe des Affaires étrangères, la mise en garde de Vladimir Poutine, qui envisage l'envoi d'armes russes dans des régions du monde où des «cibles sensibles» pourraient être visées, a bien été entendue par l'Occident.



e n'ai aucun doute qu'ils ont entendu, je n'ai aucun doute qu'ils comprendront», a estimé Sergueï Lavrov ce 9 juin. Le chef de la diplomatie russe évoquait, au micro du journaliste Pavel Zarubine, la réaction occidentale aux propos de Vladimir Poutine sur d'éventuelles livraisons d'armes russes dans d'autres régions du monde en réponse aux frappes ukrainiennes en territoire russe avec des missiles fournis par l'Occident. Le 5 juin dernier, lors d'une rencontre avec les représentants des agences de presse internationale en marge du Forum économique de Saint-Pétersbourg, le président russe avait prévenu que la Russie pourrait livrer des armes russes «de même classe» dans d'autres

régions du monde, où des «cibles sensibles» pourraient être visées, en réponse aux livraisons de missiles occidentaux à Kiev pour frapper le territoire russe. «Notre réponse sera symétrique, nous y réfléchirons», avait-il souligné. Ces propos intervenaient alors que plusieurs pays, dont la Royaume-Uni, France, le l'Allemagne et les États-Unis, ont ces dernières semaines autorisé Kiev à frapper le territoire russe avec des missiles longue portée, principalement dans le cadre de tirs de contre-batterie. «Si vous armez notre ennemi, nous déciderons nous-mêmes comment réagir à vos actions hostiles», a ajouté Sergueï Layrov. Et d'ajouter : «il y a encore des gens là-bas, des gens qui savent analyser et qui ne se livrent pas

seulement à l'escalade pour plaire chaque jour à leur électorat radical avant la prochaine campagne électorale ». Lavrov contredit Attal Le ministre russe des Affaires étrangères a par ailleurs regretté les propos de Gabriel Attal le 6 juin dernier : «le Premier ministre français a soudainement commencé à dire que la France n'avait pas d'instructeurs en Ukraine (...) Ce n'est pas vrai, et ils le savent», a déclaré Lavrov. Le président russe avait, quant à lui, affirmé le 5 juin que des instructeurs occidentaux étaient déjà présents en Ukraine, indiquant qu'ils subissaient «des pertes». «Je le sais pertinemment. Cependant, les pays européens et les États-Unis préfèrent garder le silence», avait-il glissé.

PRÉSIDENTIELLE IRANIENNE

Six candidats retenus pour la prochaine élection présidentielle

ix candidats ont été retenus pour participer à l'élection présidentielle iranienne qui se tiendra le 28 juin prochain. La candidature de Mahmoud Ahmadinejad a quant à elle été rejetée. Le scrutin anticipé a lieu en raison de l'accident d'hélicoptère qui a entraîné la mort d'Ebrahim Raïssi le 19 mai dernier. C'est officiel, six candidats ont été retenues pour l'élection présidentielle iranienne qui se déroule le 28 juin prochain. Mohammad Bagher Ghalibaf, Alireza Zakani, Saïd Jalili, Amir-Hossein Ghazizadeh Hachemi, Mostafa Pourmohammadi et Massoud Pezeshkian vont concourir pour remplacer Ebrahim Raïssi, décédé dans un accident d'hélicoptère le 19 mai dernier. Selon le média iranien Tasnim, des centaines de candidatures ont été déposées pour espérer devenir candidat à l'élection présidentielle. Toutefois, seulement 80, dont quatre femmes, remplissaient tous les critères d'éligibilité. Les candidatures de l'ancien président iranien Mahmoud Ahmadinejad et de l'ancien chef du Parlement Ali Larijani ont par ailleurs été rejetées.

UN RÉFORMATEUR EN LICE

Parmi les six candidats officiels, on retrouve Saïd Jalili qui a occupé le poste de secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale et de président du groupe de négociation sur le nucléaire iranien avec les pays occidentaux de 2007 à 2013. En 2013, il termine troisième lors de l'élection présidentielle iranienne en récoltant plus de quatre millions de voix. Lors du scrutin de 2021, il a préféré retirer sa candidature pour soutenir celle d'Ebrahim Raïssi. Mohammad Bagher Ghalibaf a été nommé commandant des forces aériennes du Corps des Gardiens de la révolution islamique en 1997, avant d'être nommé chef de la police en 2000. Il est ensuite nommé maire de la ville de Téhéran, poste qu'il occupera plus de 12 ans. Il n'est pas à son coup d'essai pour devenir président, ayant déjà été candidat en 2005, 2009, 2013, 2017 et en 2021. Massoud Pezeshkian est le seul réformateur en liste. Il est ancien ministre de la Santé sous la présidence de Khatami de 1997 à 2005. Il est également devenu député de la ville de Tabriz dans le nord-ouest du pays. Lors du scrutin de 2021, sa candidature n'avait pas été approuvée par le conseil des Gardiens de la révolution. Mostafa Pourmohammadi a débuté sa carrière politique en 1979, lors de l'avènement de la République islamique iranienne, en tant que procureur auprès du tribunal nouvellement créé. Il a ensuite été sous-ministre du Renseignement de 1997 à 1999, avant d'être ministre de l'Intérieur de 2005 à 2008. Il a ensuite exercé les fonctions de ministre de la Justice en 2013 et occupe actuellement le poste de secrétaire général de l'Association du clergé moudjahidine. Alireza Zakani était notamment membre du corps enseignant de l'Université des sciences médicales de Téhéran, du Centre de médecine nucléaire du complexe hospitalier Imam Khomeini et de l'hôpital Shariati. Il est également maire de la ville de Téhéran en 2021 avant de devenir conseiller d'Ebrahim Raïssi en 2023. Amir-Hossein Ghazizadeh Hachemi est depuis 2021 vice-président et président de la Fondation des Martyrs et Anciens Combattants. Contrairement à la plupart des pays, le président iranien n'est pas le chef de l'État, fonction qui est assurée par le Guide suprême, actuellement l'ayatollah Ali Khamenei, âgé de 85 ans et en poste depuis 35 ans. Le président est élu pour quatre ans et dirige le gouvernement ainsi que sa politique. Le poste de Premier ministre n'existe pas en Iran. La campagne électorale débutera le 12 juin prochain et les élections se tiendront le 28 juin. À la suite de l'accident d'hélicoptère survenu le 19 mai dernier qui a entraîné la mort d'Ebrahim Raïssi et de son chef de la diplomatie, le président par intérim, Mohammad Mokhber, 68 ans, a été chargé en urgence de superviser la bonne organisation du scrutin.

R.I

Post scriptum

Par B. Chellali

u cours des prochaines années l'évolution des paramètres démographiques et notamment de la population active, aura un impact sensible sur l'ampleur des efforts à entreprendre pour satisfaire les besoins fondamentaux de la population et en particulier la demande d'emploi. En liaison avec l'objectif permanent d'assurer à la fois une croissance soutenue, le plein emploi, il s'agira à l'horizon 2027 d'organiser l'élargissement de l'offre de travail en vue non seulement de répondre à l'accroissement d'un nombre suffisant de la population active mais encore de participer à la résorption du sous-emploi.

Si l'on tient compte des perspectives sociales et économiques fixées par l'Etat, l'organisation de cet élargissement de l'offre de travail s'articulera autour de trois axes essentiels, d'ici à 2027: le maintien d'un volume de population active dans l'agriculture cohérent avec sa diversification et avec l'exploitation la plus large des potentialités hydro-agricoles du pays. L'accroissement sensible de l'emploi dans la production industrielle, le BTP, et les

Les indispensables socioéconomiques liaison avec le vaste pro- relations entre l'appareil de production devra évoluer à un rythn

services en liaison avec le vaste programme d'infrastructures et d'investissements productifs d'une part- La création de nombreux postes de travail dans les services collectifs en relation avec le développement du secteur de l'éducation, de formation et de protection sanitaire et sociale de la population.

Dans le secteur agricole, en rapport avec les délais de maturation des investissements d'une part, la réorganisation en cours du secteur productif agricole d'autre part, il s'agira de permettre à l'agriculture de fournir un volume de travail suffisant pour occuper

la main-d'œuvre agricole dont le rajeunissement devra être amorcé dès l'exploitation des résultats et des données du recensement agricole en cours.

Ce rajeunissement de la main-d'œuvre agricole ainsi que la mise à la retraite progressive des vieux fellahs, devront s'accompagner d'efforts particuliers en matière de formation des jeunes, d'affectation prioritaire dans les exploitations agricoles et des fermes pilotes de personnels formés, d'organisation maitrisée des

relations entre l'appareil de production d'une part et les organes de distribution et de soutien d'autre part.

Ces actions permettront de résorber progressivement le sous-emploi actuel dans l'agriculture, d'améliorer de façon substantielle la productivité, la diversification et les résultats du secteur agricole, en créant ainsi les conditions du développement en cours, des exploitations agricoles en liaison avec l'arrivée à maturation de la diversification, des investissements et avec les objectifs assignés en matière de sécurité alimentaire et de satisfaction des vastes besoins de la population.

Dns le même cadre, l'économie non agricole subira une profonde métamorphose visant à procurer, d'ici la fin de 2027, du travail à des millions de nouvelles demandes d'emploi.

C'est sur elle que repose en définitive l'objectif de satisfaction de la demande nouvelle d'emplois générée par l'accroissement de la population active. De plus elle contribuera à la résorption du chômage et du sous-emploi actuel. Dans ces conditions, l'emploi non agricole

devra évoluer à un rythme soutenu au cours de la période, à un taux nettement plus élevé que celui de la population active ou de l'emploi total. Les conditions et la manière de réaliser cet objectif important tout autant que l'atteinte de l'objectif lui-même expliquent qu'il faut veiller à ce que la satisfaction des besoins d'emploi découle plus directement de la croissance des richesses nationales, c'est à dire de l'élargissement continu des ressources internes à travers l'augmentation soutenue de la production et l'amélioration constante de l'efficacité globale de l'économie nationale.

Dans ces conditions; et en rapport direct avec les objectifs d'efficacité économique et sociale, de décentralisation des activités, de clarification des responsabilités entre l'Etat et le secteur public et privé, il s'agira désormais d'aller vers un nouveau pacte dans tous les secteurs dans un cadre cohérent global et précis de relations et d'activités complémentaires en adéquation avec les besoins de l'économie nationale.

B. C.